



L'avenir du Kosovo

*Mémoire de géopolitique
du colonel RASOLOFONIAINA Rivo LaLa
dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique des Balkans »*

Directeur : Ambassadeur Georges-Marie CHENU

Avril 2001

L'AVENIR DU KOSOVO

Sommaire

Première Partie :

Etat des lieux

Géographie

Histoire

Deuxième Partie:

Position des différents acteurs et perspectives?

L'autonomie

La sécession partielle ou totale du Kosovo

L'AVENIR DU KOSOVO

Table des matières

INTRODUCTION	4
PREMIERE PARTIE : ETAT DES LIEUX	6
CHAPITRE I : GEOGRAPHIE	6
1 GEOGRAPHIE PHYSIQUE.	6
2 POPULATION	6
3 ECONOMIE	7
CHAPITRE II : HISTOIRE.....	8
1 AVANT LA DOMINATION OTTOMANE : DEUX LECTURES	8
2 SOUS LA DOMINATION OTTOMANE : L'ORIGINE DE LA HAINE ?.....	9
3 LES GUERRES BALKANIQUES ET LA PREMIERE GUERRE MONDIALE	10
4 L'ENTRE-DEUX GUERRES	11
5 LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE.....	11
6 AU SEIN DE LA RFSY ET DE LA RFY	12
6.1 Constitution.....	12
6.2 Les soulèvements des Albanais.....	12
6.3 La résistance passive.	13
6.4 La résistance armée.....	14
6.5 La répression serbe.....	15
7 LES ACTIONS DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE FACE AUX CRISES DU KOSOVO.....	15
DEUXIEME PARTIE : STATUTS ENVISAGES ET POSITIONS DES DIFFERENTS ACTEURS ..	17
CHAPITRE III : L'AUTONOMIE	17
1 AUTONOMIE SUBSTANTIELLE AU SEIN DE LA RFY.....	17
2 LE PROTECTORAT	18
3 L'AUTONOMIE ET LES ALBANAIS.....	19
4 L'AUTONOMIE ET LES SERBES	20
5 L'AUTONOMIE ET LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE.....	21
6 REPUBLIQUE AU SEIN DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DE YUGOSLAVIE (RFY).....	22
CHAPITRE IV : LA SECESSION PARTIELLE OU TOTALE DU KOSOVO.	23
1 LES POINTS COMMUNS	23
2 LA PARTITION	26
3 L'INDEPENDANCE DU KOSOVO.....	27
4 L'INDEPENDANCE CONDITIONNELLE.....	29
CONCLUSION.....	31
ANNEXE 1 : CHRONOLOGIE	34
ANNEXE 2 : CARTE DE LA RFY	37
ANNEXE 3 :CARTE DE LA POPULATION ALBANAISE DANS LES BALKANS.....	38
ANNEXE 4 : ACTEURS INTERNATIONAUX AU KOSOVO.....	39
ANNEXE 5 : LES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES AU KOSOVO.....	40
BIBLIOGRAPHIE	41

INTRODUCTION

Le Kosovo est la province la plus pauvre de la République de Serbie. Situé au nord-est de l'Albanie, ce petit territoire enclavé au milieu des Balkans sous-tend, voilà bientôt un siècle, des relations conflictuelles entre deux peuples de la région : les Serbes et les Albanais.

En effet, historiquement, les Albanais se considèrent comme les autochtones du Kosovo. Au XIX^e siècle, le renouveau albanais y naît. Les Serbes, arrivés dans la région vers le VI^e et VII^e siècle de notre ère, le considèrent comme l'épicentre de leur culture et de leur foi.

Démographiquement, les Albanais repeuplent progressivement cette région, appelée « vieille Serbie », surtout depuis l'émigration serbe dans l'hiver 1689-90 et en 1694¹. Ces mouvements entraînent de durables conséquences. En effet, en 1913, quand la province redevient serbe, les Albanais constituent déjà plus de 50% de la population. De 1948 à 1971 les Slaves du Kosovo se sont stabilisés autour de 200 000 suite à des émigrations, alors que les Albanais n'ont cessé de progresser. De 498000 en 1948 (64,9% de la population kosovare)², ils sont passés à plus de 1,6 millions en 1991 (82%) grâce à une forte natalité certes, mais les immigrations ne sont pas à exclure. Aujourd'hui, l'homogénéisation de la province continue de manière irréversible, suite à un « nettoyage ethnique en retour »³ commis par les Albanais sur les autres minorités de la région.

Politiquement, le Kosovo, aussi bien avant l'invasion ottomane qu'après l'indépendance de l'Albanie en 1913, est toujours sous autorité serbe ou yougoslave. Son rattachement à la « Grande Albanie » durant la courte période d'occupation italienne et allemande de 1941 à 1944 n'est qu'une parenthèse.

Le Kosovo se trouve ainsi déchiré entre deux peuples qui veulent, chacun, se l'approprier tout seul, reniant la présence de l'autre. A la veille du troisième millénaire, il a été le théâtre d'un drame inconcevable au niveau de la vieille EUROPE : un nettoyage ethnique « à double sens ». Suite à ce drame, ce territoire est placé sous administration internationale et jouit d'une « autonomie substantielle au sein de la RFY (République fédérale de Yougoslavie) » selon la résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'ONU du 10 juin 1999. Le Kosovo ne pouvant pas rester indéfiniment sous protectorat international, la question sur son statut futur reste ouverte.

Le présent mémoire se consacre à une étude prospective de ce que devrait être le statut politique du Kosovo, par rapport à la République Fédérale de Yougoslavie à laquelle

¹ « André Sellier et Jean Sellier Atlas des peuples d'Europe centrale », nouvelle édition, p. 162, La Découverte

² Chiffres tirés de : Sabrina, P. Ramet, « Nationalism and federalism in Yugoslavia », 2nd édition.

³ Selon M. Jiri Dienstbier, ancien ministre tchèque des affaires étrangères et rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie, le 2 novembre 1999, « la situation au Kosovo peut se résumer comme suit : l'épuration ethnique des Albanais, qui s'est produite au printemps (...) a été suivie à l'automne de l'épuration ethnique des Serbes, des Gitans, des Bosniaques et d'autres personnes non-albanaises... ». Jean-Arnault Dérens « Adieu au Kosovo multiethnique », Le Monde Diplomatique de mars 2000 p. 14 et 15.

elle appartient. A travers l'analyse des différentes solutions couramment envisagées dans une crise similaire, l'auteur du présent mémoire voudrait montrer que :

- Quelle que soit la résolution prise, elle aura une conséquence sur la stabilité des Balkans, voire du monde. D'une part, les problèmes albanais du Kosovo affectent aussi la Macédoine et le Monténégro. D'autre part, les Hongrois de Voïvodine et la minorité grecque d'Albanie⁴ sont également attentifs, quant à l'issue de cet imbroglio, sans oublier bien sûr les Serbes de la république Srbska et les Croates de la Bosnie-Herzégovine. Elle pourra en outre constituer un précédent dans la solution des crises des minorités et des revendications nationalistes de par le monde. En effet, « la reconnaissance des identités des communautés autochtones et des minorités occupe désormais le devant de la scène internationale. De fait, notre planète compte plus de 8000 ethnies et peuples qui pratiquent au total 6700 langues. Or, à ce jour 188 Etats seulement sont membres de l'ONU ».⁵
- En vue d'une meilleure représentation de telles minorités, l'expression de la démocratie actuelle devrait être adaptée. Le « one man, one vote » actuel occulte leur voix. Toutefois, il ne faudrait pas non plus adopter un principe qui paralyserait le système.
- Enfin, il ne s'agit pas de privilégier ni la légitimité historique ni la légitimité démocratique/démographique. Il s'agit de trouver une solution originale permettant aux différentes communautés du Kosovo (dommage que l'avis des autres communautés soient complètement occulté jusqu'à présent, comme si elles n'ont aucun droit sur ce territoire où leurs ancêtres ont toujours vécu) de cohabiter et de s'épanouir dans la paix et la sécurité. Ce pourrait être une indépendance politique au sein d'une nouvelle fédération balkanique.

Afin de traiter le sujet, l'étude s'articule en deux parties. La première fait un état des lieux de la province et décrit le contexte historique du drame. La deuxième partie est consacrée à la mise en relief des positions des différents acteurs, internes et externes à la province, face aux quelques solutions classiques déjà avancées pour résoudre une situation similaire.

En conclusion, l'auteur dégage quelques principes pour une résolution durable de la crise.

⁴ « La Grèce face aux Balkans », RAMSES 95 p. 103

⁵ Joseph Yacoub : « au-delà des minorités » (en postface, sur la couverture), de l'Atelier

PREMIERE PARTIE : ETAT DES LIEUX

Chapitre I : GEOGRAPHIE

1 Géographie physique.

Située au nord-est de l'Albanie, cette province méridionale de la Serbie couvre 10887 km². Enclavée entre la Macédoine et l'Albanie au sud, le Monténégro et la petite Serbie au nord, elle n'en est pas moins au croisement de routes que se disputaient vieux Empires et Etats modernes. En effet, le Kosovo constitue, depuis la plus haute antiquité, une voie de passage entre le bassin du Danube au nord, la mer Egée au sud et l'Adriatique à l'ouest. Cependant, cette situation de carrefour n'a fonctionné que pour l'axe nord-sud de 1948 à 1990 suite à la fermeture de l'Albanie.

Le relief est accidenté, cloisonné, et les terres sont exiguës sauf dans les plaines du Kosovo et de Metohija, ce qui favorise le maintien des structures claniques et la difficulté d'emprise de l'administration sur la population. L'été y est sec et l'hiver humide.

2 Population

De 734 000 en 1948, la population est passée à près de 2 millions en 1991. Elle est constituée de plus de 82% d'Albanais et d'environ 10% de Serbes. Monténégrins, Turcs, Roms,.. forment le reste. Cette récente explosion démographique est principalement le fait de la forte natalité chez les Albanais⁶. Ceci se traduit par la baisse régulière et « inquiétante » du pourcentage des autres groupes nationaux. Ainsi, celui des Serbes et des Monténégrins est passé successivement de 27,9% en 1953, à 20,9% en 1971 et 14,9% en 1981 pour se terminer à 10% en 1987⁷. Outre le fort taux de croissance de la population albanaise, cette baisse s'explique par l'émigration des serbes due à des raisons économiques certes, mais aussi sécuritaires dont, la détérioration des relations intercommunautaires ne peut que constituer une cause supplémentaire d'émigration. Selon David Blanchon, la transition démographique n'est pas terminée, étant donné la jeunesse de la population (35% de moins de 15 ans). Le nombre de population albanaise du Kosovo va encore se poursuivre pour une génération au moins à un rythme soutenu.

Au Kosovo, jusqu'au changement imposé par Slobodan Milosevic, les lois et textes réglementaires étaient rédigées en trois langues : Albanais, Serbo-croate, Turc. Les procédures administratives se faisaient en Albanais ou en Serbo-croate. Néanmoins, l'usage officiel de l'Albanais date de 1970, deux ans après l'adoption de l'Albanais unifié, pour être suspendu en 1989.

Les Slaves sont des chrétiens orthodoxes. Par contre, les Albanais sont majoritairement musulmans. Néanmoins une minorité catholique d'origine albanaise est présente (5%).

⁶ Le sous-développement de la province n'explique pas à lui tout seul la prolificité des Albanaises, les autres communautés vivant dans les mêmes conditions. Selon la psychologue albanaise Silvana Miria, elle constitue aussi une arme politique pour accroître leur supériorité numérique sur les Serbes. En effet « depuis des années, les Kosovars proclament que leur arme pour lutter contre la domination serbe, c'est leur ventre ». Cf. Marion Festaëts, « L'honneur violé des Kosovares », l'Express du 26/08/99.

⁷ Origine des chiffres : Sabrina, P. Ramet, « Nationalism and federalism in Yougoslavia », 2nde édition

3 Economie

Outre l'argent, l'or et le cuivre, « la province autonome du Kosovo seule dispose de la moitié des réserves de plomb, de zinc et de lignite de la Yougoslavie, ce dernier représentant 27% des réserves d'énergie primaire du pays »⁸. Grâce à cette richesse minière, le Kosovo a été spécialisé dans la production primaire. Il approvisionne les républiques du nord en produits bruts et offre des débouchés protégés pour leurs produits finis, dans le cadre de la division de travail au sein de la Yougoslavie titiste. Seulement, avec un revenu par habitant six fois moins élevé qu'en Slovénie en 1990, le Kosovo reste la province la plus pauvre de la République yougoslave. Malgré la nouvelle constitution de 1974 qui lui a permis de prendre en main son destin, du moins jusqu'en 1990, et les aides du gouvernement fédéral yougoslave, ce territoire n'a pas réussi son décollage économique. En fait ceci s'est tout simplement bloqué à la mort de Tito, quand la deuxième crise énergétique mondiale a frappé, de manière tardive, l'économie de la République en 1980. L'arrivée de Slobodan Milosevic, avec sa politique d'exclusion systématique des Albanais de toutes les institutions, le transfert d'une partie des usines du Kosovo en Serbie et la guerre n'ont fait que porter le coup de grâce à cette économie déjà chancelante. David Blanchon y trouvait un grand nombre de traits socioéconomiques caractéristiques des régions en difficulté du sud du bassin méditerranéen⁹.

Le Kosovo
(extrait de « Encyclopédie Hachette 2000 »)



⁸ Michel Roux : Les Albanais en Yougoslavie

⁹ David Blanchon : « le Kosovo, géographie d'un territoire à reconstruire », La revue internationale et stratégique n°36 Hiver 1999-2000 p. 73

Chapitre II : HISTOIRE

1 Avant la domination ottomane : deux lectures

Dans les Balkans, les « arguments historiques sont mis en avant pour soutenir les prétentions des différents peuples sur les diverses régions ; il ne suffit pas de démontrer que tel peuple est aujourd’hui le plus nombreux dans le territoire considéré, il faut aussi prouver qu’il y est le ‘plus ancien’, qu’il y possède des droits ‘historiques’ »¹⁰. L’histoire du Kosovo n’échappe pas à cette règle. Albanais et Serbes l’ont réécrite pour fonder, chacun, leur antériorité sur le sol kosovar et la finalité étant l’appropriation du territoire et l’exclusion de l’autre. Ainsi, deux lectures, apparemment contradictoires mais au fond complémentaires, sont faites sur cette province.

Les Albanais du Kosovo pensent qu’ils sont les descendants directs des Illyriens et donc des autochtones dans la région. Du temps d’Enver Hoxha les archéologues ont ainsi pour mission de conforter, « envers et contre tout », la thèse de cette autochtonie. Parallèlement, les historiens s’efforcent de démontrer la continuité entre Illyriens et Albanais surtout dans la période comprise entre la fin de l’Antiquité et le Haut Moyen Age, période où disparaît toute mention des Illyriens, avant l’apparition d’une communauté qualifiée d’Albanoi¹¹. Leur antériorité sur le territoire kosovar serait justifiée par l’attrait de la fertilité du sol, or le pôle de développement à cette époque là devrait se situer le long de la côte albanaise et de la Via Egnatia. A travers leur démonstration, l’objectif des Albanais est de désigner les Serbes comme des occupants, des colons. Ces derniers ne sont arrivés dans la région qu’entre le VIe et VIIe siècle de notre ère et y ont fondé un royaume. A partir de ce moment, deux versions apparaissent. La première dit que les Albanais, chassés vers les régions montagneuses de l’actuelle Albanie lors des migrations slaves, ne sont revenus au Kosovo qu’à partir du XVIIe siècle, quand les Serbes fuient le territoire, et deviennent peu à peu majoritaires. La deuxième incline plutôt vers une installation serbe sur les territoires inoccupés, dont le Kosovo. Les Albanais ont par la suite rejoint la coalition balkanique, dirigée par le prince serbe Lazare dans sa lutte contre l’envahisseur ottoman, qui a été battue le 28 juin 1389 au Kosovo Polje.

La première version semble douteuse car l’histoire ne mentionne aucune conquête slave. Par ailleurs, les Albanais, au lieu d’attendre le XVIIe siècle seraient rentrés plus tôt dans leur berceau, contents de ce que les Ottomans aient libéré leur territoire (comme c’était le cas en 1941). Enfin, les Albanais ne peuvent pas en même temps haïr les Serbes (qui les auraient chassés de leur territoire ancestral) et être à leur côté pour repousser les Turcs.

Pour les Serbes, le Kosovo est l’épicentre de leur culture, de leur foi et de leur mémoire nationale. Certes l’archevêché de Pec y a été fondé en 1219 mais les Albanais

¹⁰ Paul Garde, « Les Balkans », Dominos, Flammarion p. 76

¹¹ Pierre Cabanes et Bruno Cabanes « Passions albanaises. De Berisha au Kosovo », éditions Odile Jacob. p. 191 à 198 :

- Sur l’archéologie sélective avec obligation de résultats : « lorsque des fouilles se déroulaient, (...) il s’agissait, envers et contre tout, d’y trouver de l’illyrien. (...). Les ‘Illyriens’ surgissaient alors un peu partout, comme par magie... »
- Sur l’histoire « Les historiens s’efforçaient (...) de prouver la continuité entre Illyriens et Albanais, malgré un hiatus chronologique important, et d’écarter le plus possible l’idée d’une pénétration profonde et durable d’éléments allogènes, comme les Goths, les Slaves du Sud, les Bulgares, les Avars. »

étaient aussi des catholiques romains ou des orthodoxes avant de se convertir à l'islam. Quant à la défaite lors de la bataille de Kosovo Polje, elle ne peut être que balkanique. Sinon, les résistances albanaises et slaves qui s'en suivirent ne s'expliqueraient pas. Ce qui est avéré est que le Kosovo était le centre du royaume serbe médiéval.

A l'issue de ce résumé, une question se pose : l'admission de l'une des innombrables thèses sur l'antériorité de l'une ou l'autre ethnie, biaisées pour la plupart, permet-elle de résoudre le problème actuel ? De toute façon, accepter l'antériorité comme critère pour la possession d'un territoire conduirait à un bouleversement de l'ordre mondial actuel. C'est pour éviter l'issue dramatique de l'acceptation de tel critère que la communauté internationale s'appuie sur les frontières définies au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Ceci est conforté dans l'acte final d'Helsinki sur l'inviolabilité des frontières, une garantie face aux multiples nationalismes qui secouent non seulement les Balkans mais tout le continent européen.

2 Sous la domination ottomane : l'origine de la haine ?

Après la défaite des alliés balkaniques dirigés par le prince serbe Lazare dans la vallée du Kosovo (Kosovo Polje), les principautés serbes ont été vassalisées. Leur colonisation par l'empire ottoman n'a été effective qu'un demi siècle après, en 1459.

Les Turcs apportèrent avec eux la troisième religion de la péninsule balkanique : l'islam. C'est le deuxième schisme religieux dans cette région. Certes, l'occupant n'a pas cherché à imposer sa foi, mais la conversion offre plus de sécurité et donne moins de charge. Aussi les Albanais se sont-ils massivement convertis à cette nouvelle religion. Cette conversion leur a permis de mieux accepter la domination ottomane, voire de l'exploiter à leur profit. Dans la péninsule, ils sont les « auxiliaires zélés de la Porte », étant le premier à lui fournir massivement des grands vizirs, des vizirs et des janissaires. Ceci est d'autant plus important quand on sait que ces derniers jouent un rôle plus ou moins décisif dans la succession au pouvoir entre les sultans, qui n'est ni héréditaire, ni élective. Pour les autres populations, cette tolérance ottomane « a permis aux groupes ethno-linguistiques de perdurer et, par une lente élaboration à partir de la langue et de la religion, de s'affirmer en un pré-nationalisme »¹², avantage dont n'a pu tirer aucun profit le nationalisme albanais. De fait, les Albanais ont eu du mal à extirper de chez eux l'identité turque. S'ajoutent à cela les oppositions confessionnelles (70% de musulmans entre Kruja-lac d'Ohrid, au nord, et Vlora-Permeti au sud ; 20% de chrétiens orthodoxes dans le sud ; 10% de catholiques romains dans les montagnes du nord) et la conservation des structures tribales. Aussi n'est-il pas étonnant que la plupart d'entre eux se prennent pour des Turcs (et qu'ils soient considérés comme des Turcs par les autres) et que la manifestation du nationalisme albanais soit non seulement tardive mais aussi ambiguë.

Par ailleurs, l'absence de frontières au sein du vaste empire ottoman, les activités économiques ainsi que les répressions régulières de l'occupant et de ses vizirs ont favorisés des migrations internes massives et le mélange des populations. Ainsi, le défunt empire a laissé en héritage dans les Balkans des populations inextricablement mêlées mais divisées par leur religion, leur spécificité ancestrale, la jalousie née de la différence de traitement (certaines nations étaient plus ou moins restées autonomes, d'autres ont subi directement le

¹² Georges Castellan : « Histoire des Balkans. XIVe-XXe siècle » p. 12

« joug » ottoman), et des services qu'ils ont rendus aux autorités ottomanes. Une des conséquences est qu'aucune des frontières des Etats de la région, nées de la disparition de l'empire, ne coïncident avec celles des peuples¹³. L'autre, la plus dramatique, est la méfiance entre les différentes nations constituées et la naissance et la généralisation d'un nationalisme exacerbé, aveugle. Les puissances extrabalkaniques n'ont ainsi qu'à instrumentaliser les conflits nés de ces divisions pour conforter leur volonté de domination et leurs rêves impériaux depuis le XIVE siècle jusqu'à nos jours¹⁴. Les conflits entre nationalistes serbes et albanais pour s'approprier le Kosovo s'inscrivent dans cet imbroglio balkanique et ne peuvent être traités isolément. L'« effet de chaîne » et le « précédent » sont là, menaçants comme l'épée de Damoclès.

Enfin, un autre événement de l'histoire qui sous-tend le conflit entre les deux peuples est le décalage de leur indépendance, conséquence de la manifestation tardive du nationalisme albanais. Les Serbes commencent à secouer le « joug ottoman » à partir de 1804. Ils gagnent ainsi leur autonomie en 1830 et leur indépendance est internationalement reconnue en 1878. Lors de la reconquête serbe des territoires occupés, les Albanais se trouvent du mauvais côté, celui de l'occupant auxquels ils sont confondus. Par mimétisme du nationalisme naissant dans les Balkans, ils créent la Ligue de Prizren. A travers celle-ci, ils s'opposent au traité de San Stefano (3 mars 1878) qui a attribué aux Serbes le Sandjak de Pristina (capitale du Kosovo). La riposte ne tarde pas à venir. La même année, les Serbes expulsent les Albanais du bassin de Nis que le congrès de Berlin (qui a renié le traité de San Stefano, toujours dans le jeu des puissances extrabalkaniques¹⁵) vient de leur attribuer. De leur côté, les autorités ottomanes chassent aussi les Serbes du Kosovo pour y installer des réfugiés Albanais expulsés de la Serbie du Sud¹⁶.

3 Les guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale

En 1912, profitant de la paralysie de la Porte, quatre royaumes balkaniques, la Serbie, le Monténégro, la Grèce et la Bulgarie, s'allient pour combattre la Turquie. Cette première guerre balkanique, entre Etats chrétiens et l'opresseur musulman, aboutit à l'expulsion des Turcs de presque toute l'Europe. Déçus des accords antérieurs pour le partage des territoires conquis, les Bulgares attaquent leurs anciens alliés. L'issue de cette deuxième guerre balkanique (juin-juillet 1913), suite à l'implication des puissances extrabalkaniques, voit l'émergence de deux déceptions: Celle des Serbes qui ont mené leur conquête jusqu'à l'Adriatique¹⁷, et celle des insurgés albanais qui ont pris le contrôle du Kosovo et de Skopje en 1912 et qui ont proclamés l'indépendance de l'Albanie le 28 novembre 1912. En effet, la conférence de Londres reconnaît, d'une part, l'indépendance de l'Albanie « Principauté souveraine héréditaire et neutre sous la garantie des grandes puissances »¹⁸ privant ainsi la Serbie de son ouverture sur la mer compte tenu des tracés de ce nouvel Etat. D'autre part, elle n'attribue à l'Albanie qu'un territoire de 28 000 km²

¹³ Paul Garde : « les Balkans », DOMINOS Flammarion p. 27

¹⁴ François THUAL : « le désir de territoire » ellipses p. 16-17

¹⁵ Paul GARDE : « Les Balkans », DOMINOS Flammarion p. 36

¹⁶ Encadré n°8 dans « Les Albanais en Yougoslavie » de Michel ROUX p. 196

¹⁷ V. Bérard : « La Serbie », cité dans « Les albanais en Yougoslavie » de Michel ROUX p. 176-177

¹⁸ Citée dans « Les albanais en Yougoslavie » de Michel ROUX p. 177

(dans un découpage proche de l'actuel) laissant ainsi hors des frontières l'autre moitié de l'espace occupé partiellement par des Albanais, dont le Kosovo rattaché à la Serbie.

La slavisation de cette province reconquise mais à majorité albanaise commence dès lors. Elle n'exclut pas les exactions commises par les soldats serbes et monténégrins afin de « modifier complètement le caractère ethnique des régions exclusivement peuplées d'Albanais ». Elle est suspendue pendant la première guerre mondiale. En effet, les Serbes vaincus dans la région du Kosovo en octobre 1915 sont acculés à entamer leur retraite à travers l'Albanie, « au milieu d'une population albanaise qui n'avait pas oublié les exactions serbes de l'année précédente »¹⁹ (les Serbes ayant profité de l'anarchie en Albanie abandonnée à elle-même suite au départ de son roi, le prince Guillaume de Wied, le 3 septembre 1914 pour pousser leur conquête dans le centre jusqu'à Elbasan et Tirana).

4 L'entre-deux guerres

A la fin de la première guerre mondiale, la Serbie récupère une grande partie du Kosovo et Metohija est rattaché au Monténégro. Les Albanais de ces régions deviennent ainsi citoyens du royaume des Serbes, des Slovènes et des Croates, devenu plus tard royaume de la Yougoslavie, et ce jusqu'en 1941. Ils se voient refuser tout développement culturel autonome. Ils sont privés d'un enseignement et d'une presse dans leur langue. Ne voulant pas envoyer leurs enfants dans des écoles serbes, ils n'ont pas non plus bénéficié, sauf une minorité, d'une instruction en serbo-croate. Ainsi, « sortis massivement analphabètes de l'empire ottoman, les Albanais le sont toujours au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale »²⁰. La slavisation de la province reprend aussi dans le cadre d'une vaste réforme agraire entreprise dès 1919. Des terres de propriété albanaise sont confisquées ou attribuées à des colons slaves. Dans d'autres cas, les Albanais sont purement et simplement expropriés et refoulés. Le but est d'affaiblir économiquement la communauté albanaise et de la contraindre à l'émigration, une autre forme d'épuration ethnique. Cette politique a duré durant l'entre-deux guerres. Elle a cependant échoué, malgré l'optimisme de Nikola Pasic qui a pensé pouvoir désalbaniser la province en vingt ans²¹. La politique de colonisation n'a pas réussi à inverser l'albanisation du Kosovo. Elle a tout simplement dégradé les rapports sociaux et ravivé et entretenu les tensions entre Slaves et Albanais. Apparemment, les solutions prônées par Vasa Cubrilovic en 1937 dans un mémoire sur l'Expulsion des Albanais n'ont pas été non plus employées. A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la province reste ainsi à majorité albanaise et les quelques acquis de la colonisation vont être perdus à son issue.

5 La Deuxième Guerre mondiale

Le Kosovo est rattaché à l'Albanie sous domination de l'Italie fasciste de 1941 à 1945, après le partage des territoires yougoslaves entre Hitler et le Mussolini. Ainsi, la « Grande Albanie » a atteint ses frontières ethniques. Ce changement satisfait l'irrédentisme albanaise. Il est accompagné de la mise en place de la base d'un enseignement exclusivement en Albanais. La politique d'exaction et d'expulsion est

¹⁹ Georges Castellon : « Histoire des Balkans, XIV-XX siècle », Fayard p. 387

²⁰ Michel Roux : « Les albanais en Yougoslavie », Maison des Sciences de l'Homme de Paris.

²¹ Michel Roux : « Les albanais en Yougoslavie », Maison des Sciences de l'Homme de Paris, p. 187

désormais dirigée contre les Serbes et les Monténégrins. Durant l'occupation, le parti fasciste albanais prit le nom de « Garde de la Grande Albanie » et, pendant la Deuxième Guerre mondiale, sous le mot d'ordre de la « Grande Albanie » des Albanais appartenant au mouvement nationaliste Balli Kombëtar d'Albanie et du Kosovo ont, à l'instar des Oustachis croates et ensuite de certains groupes Tchetchniks serbes, choisi de se battre au côté des fascistes et des nazis. La résistance yougoslave a ainsi eu du mal à recruter des partisans parmi les Albanais du Kosovo. Ceux-ci, se méfiant naturellement des Slaves, n'ont participé à la libération nationale qu'après la conférence de Bujan du 31 décembre 1943 au 02 janvier 1944. C'est lors de cette conférence, en effet, que le parti communiste yougoslave a promis le droit à l'autodétermination, voire à la sécession de la province. La libération du Kosovo n'est effective qu'à la fin de l'année 1944. Suite à la confusion d'après guerre, il est placé sous administration militaire. Selon les historiens yougoslaves, la résistance de Tito a encore du livrer de durs combats contre les groupes armés du Balli Kombëtar au début de l'année 1945. Selon Enver Hoxha, il s'agit en fait d'un soulèvement populaire contre le massacre des comités de libération nationale favorables au rattachement à l'Albanie. Malgré la promesse faite à Bujan, le Kosovo et Metohija (le Kosovo actuel, la Metohija étant, à côté du Kosovo au sens strict, l'une des deux plaines de la région) est rattaché à la Serbie, avec le statut de territoire autonome, le 09 juillet 1945.

6 Au sein de la RFSY et de la RFY

6.1 Constitution

En 1946, selon la première Constitution fédérale de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie (RPFY), le Kosovo (ou Kosmet = Kosovo et Metohija) est un territoire ou Région autonome, partie intégrante de la République de Serbie . Il a son parlement mais n'a pas sa cour suprême. Il accède au statut supérieur de Province autonome (donc dispose d'une cour suprême comme la Voïvodine) selon la Constitution de 1963 (la Yougoslavie devient République socialiste fédérative de Yougoslavie : RFSY). La constitution de 1974 fait évoluer la RFSY d'un fédéralisme centralisé vers un fédéralisme décentralisé et confère aux provinces autonomes un statut quasi fédéral au sein de la République socialiste de Serbie. Seulement, ce statut favorable au Kosovo constitue un blocage pour la République. En effet, Il dispose de ses institutions et de sa législation propre et du droit de veto sur les lois de Belgrade. Les représentants de la province siégeant à Belgrade détiennent donc une part du pouvoir sur la Serbie, la réciproque n'étant pas vraie. Violant la constitution fédérale qui la paralyse, la Serbie modifie la sienne en mars 1989 et supprime alors le statut d'autonomie dont jouit le Kosovo depuis 1974. Elle suspend aussi le gouvernement et le parlement de la province en juin 1990.

Il est important de remarquer que malgré l'évolution de la Constitution fédérale donnant davantage de prérogatives et de responsabilités aux républiques et provinces autonomes, celle-ci n'a jamais admis l'accession des nationalités (narodnosti) ou « minorités » (manjine avant 1963) au rang de nations (narodni) ou peuple ethnique.

6.2 Les soulèvements des Albanais.

A l'intégration du Kosovo à la Serbie en 1945, Tito promulgue une loi interdisant le retour des Serbes expulsés du Kosovo dans cette province mais ne s'oppose pas par

contre à l'installation de nouveaux immigrants venus de l'Albanie. L'usage de l'albanais dans l'enseignement et l'éducation fait l'objet d'une loi spécifique. La publication de journaux dans cette langue est également autorisée. Mieux l'albanais est reconnu comme langue officielle de la République Fédérative. En fait, Tito projette le rattachement de l'Albanie à la Yougoslavie dans le cadre d'une confédération. Toutefois, ce projet échoue suite à la rupture entre Tito et Staline en 1948. Depuis, les Albanais sont suspectés d'irrégentisme et de sympathie envers le régime communiste de Tirana. Ils sont soumis à diverses pressions policières qui se sont desserrées quelque peu, surtout après l'éviction en 1966 d'A. Rankovic, chef des organes de sécurité de la Yougoslavie. Profitant du relâchement, les Albanais commencent à faire progressivement des revendications, depuis les libertés démocratiques jusqu'à l'indépendance de la province. En 1966, ils obtiennent que l'appellation de la province Kosovo-Metohija devienne simplement Kosovo (Metohija, du grec metokhë, signifie « communauté religieuse », et évoque les sanctuaires orthodoxes). En 1968, ils réclament le statut de « nation » au lieu de celle de « minorité nationale » et pour le Kosovo celui de « septième République » de la Fédération Yougoslave. En réponse, la Ligue des communistes assouplit en 1969 le statut des minorités de la Serbie et concède aux Albanais du Kosovo une place éminente dans la vie politique de leur région, le droit de posséder leurs propres institutions culturelles, et la possibilité pour celles-ci d'entrer en relation avec leurs équivalentes en Albanie. Ils sont aussi autorisés à utiliser le drapeau national albanais. En même temps commence l'albanisation des cadres de la province. Toutefois, insatisfaite de l'extension progressive des prérogatives données au Kosovo depuis 1963 jusqu'à la très large autonomie et les compétences presque égales à celles de République en 1974, les Albanais ont manifesté de nouveau pour l'élévation de la province au rang de septième République yougoslave. La nouvelle constitution ne satisfait ainsi ni les Kosovars albanais qui demandent toujours plus, ni les autorités serbes qui se sentent paralysées par les trop importantes prérogatives accordées à la province. Les tensions entre les autorités serbes et les radicaux albanais se durcissent et se répercutent sur les relations entre les différentes communautés.

6.3 La résistance passive.

Ainsi, le régime de Tito a encouragé l'albanisation progressive de la province. En fait, il a joué sur les nationalités pour fragmenter la RSFY et mieux la contrôler. La population albanaise du Kosovo, dont le poids démographique est de plus en plus lourd, suscite des appréhensions « malthusiennes » chez les Serbes. En outre, les cadres sont presque tous des Albanais en 1980 et la province se libère petit à petit de la Serbie. Cette évolution devrait conduire logiquement au détachement du Kosovo de la Serbie. Cette menace à l'intégrité de leur république a réveillé le nationalisme chez une partie de l'intelligentsia serbe et l'a conduite à rédiger un mémorandum en 1986. S'appuyant sur l'effondrement économique de l'après-Tito, les confusions que cela engendre et la menace que « pèsent » les voisins, surtout les Albanais, sur l'identité serbe, Slobodan Milosevic parvient au sommet du pouvoir. Outre les campagnes de désinformation amplifiées par la presse et la télévision, il commence par destituer le dirigeant communiste kosovar Adem Vlasi pour le remplacer par un de ses partisans, réduire l'autonomie du Kosovo, fermer les journaux et radios albanophones, chasser les Albanais de tout poste de pouvoir et de

responsabilité et fermer l'université de Pristina. Ainsi, en quelques mois, le Kosovo passe sous la loi directe de Belgrade. Dès lors, les Albanais adoptent une résistance passive. Dans un premier temps, ils boycottent les élections de décembre 1990, le recensement de 1991 et le service militaire. Ils refusent le système éducatif calqué sur celui des Serbes. Ensuite, ils constituent un pouvoir politique et une administration parallèle (écoles, presses,...). Enfin, ils organisent en septembre 1991 un référendum clandestin entérinant la proclamation d'une « République du Kosovo » et élisent lors d'un scrutin, toujours clandestin, le Parlement dominé par la LDK (Ligue démocratique du Kosovo) et le Président du Kosovo, M. Ibrahim Rugova le 24 mai 1992 (renouvelé en 1998). Ce système parallèle est financé par la diaspora albanaise, surtout celle d'origine kosovare. Seule l'Albanie reconnaît l'indépendance du Kosovo.

L'objectif de M. Ibrahim Rugova, leader de la LDK, est « d'obtenir de la communauté internationale, par la poursuite d'une résistance passive et le renoncement à toute violence, la mise du Kosovo sous protectorat avec, à terme, la perspective de l'indépendance »²². Bien que cette attitude attentiste soit contestée et qu'une première scission apparaisse au sein du mouvement albanaise, M. Ibrahim Rugova est reconduit dans ses fonctions de « Président de la République du Kosovo » lors des élections du 22 mars 1998 boycottées par ses adversaires.

6.4 La résistance armée

La résistance passive s'avère donc inefficace face à la répression serbe. Elle se transforme alors, progressivement, en résistance armée dès l'instant où l'UCK (Armée de libération du Kosovo) publie en février 1996 son premier communiqué revendiquant un attentat contre un camp de réfugiés serbes de Bosnie. Les actions terroristes de cette armée clandestine se multiplient en 1997 lorsque l'Albanie implose et lui fournit l'occasion de se procurer des armes et d'établir une base arrière sûre pour mener ses opérations dans la province. En janvier 1998, l'UCK annonce qu'elle porte la guerre en « zone 2 », c'est-à-dire en Macédoine. En fait « elle ne combat pas uniquement pour la libération du Kosovo, mais pour la création, à terme, d'une grande Albanie, regroupant l'actuelle Albanie, le Kosovo, le tiers méridional du Monténégro et la moitié occidentale de la Macédoine »²³. Après quelques victoires éphémères, ses principaux bastions ont été repris par les Serbes lors de la contre-offensive de juillet-août 1998. Toutefois, elle réoccupe les positions abandonnées par les forces serbes en décembre 1998, suite au retrait de ces dernières après le cessez-le-feu du 13 octobre. Durant les bombardements de l'OTAN, elle a en quelque sorte servi de relais au sol pour les alliés. Malgré les défaites militaires essuyées face aux forces serbes, la participation de l'UCK à la délégation des Albanais lors des conférences de Rambouillet et de Paris, début 1999 lui vaut une victoire diplomatique : la reconnaissance internationale, malgré ses actions présumées terroristes. Seulement, elle est éphémère et n'a pas pu être traduite en victoire politique. En effet, les partis politiques issus de l'UCK ont perdu devant la LDK (modéré, partisan de la résistance passive). Par ailleurs les actions d'une branche de l'UCK (l'UPCMB : Armée de Libération de Presevo,

²² Encyclo.voilà.fr

²³ Christophe Chiclet « Aux origines de l'Armée de libération du Kosovo », Le Monde Diplomatique de mai 1999

Medvedje et Bujanovac) agissant dans le sud de la Serbie est également critiquée par la communauté internationale.

6.5 La répression serbe

Face aux multiples provocations et attaques de l'UCK, les forces serbes montent des offensives d'envergure, en commençant dans la plaine de la Drenica en fin février 1998. Les combats s'intensifient, malgré les avertissements de la communauté internationale, et deviennent de plus en plus meurtriers pour les civils albanais pris entre les deux belligérants provoquant ainsi l'exode des Albanais hors du Kosovo. Les Serbes ont accentué leurs répressions des bombardements de l'OTAN.

7 Les actions de la communauté internationale face aux crises du Kosovo.

Devant l'intensité des exactions commises par les Serbes et le flux croissant des réfugiés, la communauté internationale se réunit plusieurs fois à différents niveaux. L'ONU, à travers les différentes résolutions²⁴ de son Conseil de Sécurité, fonde la paix au Kosovo sur :

- un règlement pacifique de la crise ;
- un « statut renforcé pour le Kosovo qui comprendrait une autonomie sensiblement accrue et une véritable autonomie administrative » dans le respect de l'intégrité des frontières de la RFY ;
- le droit au retour des réfugiés dans leur foyer.

Pour rétablir la paix au Kosovo, le groupe de contact pour le Kosovo²⁵, composé des ministres des affaires étrangères de la France, l'Allemagne, l'Italie, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni, l'Irlande du Nord et les Etats-Unis recommande quant à lui, régulièrement depuis 1998, :

- le retrait des forces serbes de la province ;
- le maintien de l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie mais aussi une autonomie substantielle pour le Kosovo ;
- La condamnation des violences serbes ainsi que celles de l'UCK ;
- La prise de sanctions à l'encontre de la Serbie, auxquelles s'est opposée constamment la Russie : gel des avoirs à l'étranger, embargo sur les livraisons d'armes, interdiction de visas pour les responsables serbes,...

En outre, à l'issue de sa réunion du 29 janvier 1999, après le massacre de Racak, le groupe de contact précise que les résolutions de l'ONU s'appliquent également aux Albanais du Kosovo²⁶.

Après avoir énoncé des principes identiques à ceux énumérés ci-dessus (autonomie substantielle, retrait des forces militaires, de police et paramilitaires,...) le G8²⁷ (avec la

²⁴ Résolution 1160, 31 mars 1998. Les autres Résolutions : 1199 du 23/09/98 ; 1203 du 24/10/98 ; 1239 du 14/05/99 ; 1244 du 10/06/99.

²⁵ Cf. les différentes déclarations lors des réunions du 09/03/98 ; 25/03/98 ; 29/04/99 ; 12/06/98 ; 08/07/98 ; 29/01/99

²⁶ A l'article 6 de sa déclaration, le groupe de contact « condamne toutes les provocations de l'UCK, qui ne fait qu'alimenter les cycles de violence, et insiste que tous les otages soient relâchés. »

²⁷ Institué en 1975, à l'initiative de la France, le groupe des sept pays les plus industrialisés (Japon, Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne, Canada, Etats-Unis) associe la Russie depuis 1994 à ses sommets

Russie) quant à lui, dans son texte de conclusion à l'issue de la réunion du 06 mai 1999, réclame entre autres :

- le « déploiement au Kosovo de présences internationales effectives civile et de sécurité endossées et adoptées par les Nations Unies, capables de garantir la réalisation des objectifs communs ».
- la « mise en place d'une administration provisoire pour le Kosovo sur décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour garantir les conditions permettant à tous les habitants du Kosovo de vivre en paix une existence normale »

Après la décision unilatérale de l'OTAN de bombarder la Yougoslavie et le soutien des pays occidentaux à cette action militaire contestée par la Russie²⁸, cette déclaration du G8 revêt une importance indéniable. En effet elle envisage de replacer le règlement de la crise sous l'égide des Nations Unies et d'y associer la Russie, jusque-là tenue à l'écart. La Serbie, déjà sous l'embargo international, se trouve ainsi privée du soutien de son allié russe.

La touche finale aux propositions de rétablissement de la paix au Kosovo est apportée par l'Union européenne. Elle adopte le 30 juin 1999 le « Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est ». Ce « plan Marshall pour les Balkans » vise une solution globale (et non plus au cas par cas comme dans le passé) des crises de la région et sa reconstruction économique, avec un appât au bout : l'intégration au sein de l'Union européenne. Cette idée, à l'initiative de l'Allemagne, a vue l'adhésion des Etats-Unis, du Canada, du Japon, de l'ONU, de l'OTAN et d'autres organisations internationales. L'objectif commun est la « coopération pour contribuer à la paix, à la sécurité et au développement économique de la région ».

CONCLUSION PARTIELLE DE LA PREMIERE PARTIE

Bien que pauvre, le Kosovo a joué un rôle de carrefour, de trait d'union multidirectionnel dans les Balkans. La crise qui y a éclaté à la fin du deuxième millénaire s'inscrit dans l'imbroglio balkanique :

- la disparition d'un repère important : l'empire
- un peuple entremêlé
- le syndrome balkanique de la méfiance²⁹ qui conduit à l'intolérance, au rejet de l'autre et à un nationalisme aveugle assorti de haine et de violence.

L'intervention de la communauté internationale dans la région, qui serait largement dominée par les points de vue américains, a privilégié le traitement au cas par cas des crises et n'a pas empêché de l'émergence de celle du Kosovo. Actuellement, elle est à la recherche d'une solution plus efficace pour la province.

annuel, qui organisent la concertation entre pays membres sur les enjeux économiques, diplomatiques, stratégiques ou plus globaux : environnement, terrorisme, nucléaire. Dans l'affaire du Kosovo, le G8, de par sa composition (des occidentaux dont 4 membres du Conseil de Sécurité), va contribuer progressivement à l'association de l'ONU et de la Russie, « alliée traditionnelle » de la Serbie, au règlement de la crise du Kosovo.

²⁸ Toutefois, la Russie ne conteste pas une action militaire à laquelle elle participerait

²⁹ « le voisin est l'ennemi, le minoritaire est un traître, on revendique pour ses conationaux à l'étranger des droits que l'on refuse à ses propres allogènes ». Olivier Deslondes, « les Albanais hors d'Albanie », Hérodote n°90 3^{ème} trimestre. P. 23.

DEUXIEME PARTIE : STATUTS ENVISAGES ET POSITIONS DES DIFFERENTS ACTEURS

Chapitre III : L'AUTONOMIE

1 Autonomie substantielle au sein de la RFY

Après les frappes de l'OTAN et le retrait de l'armée et des milices serbes, le Kosovo est sous administration internationale. Selon la résolution 1244, le Kosovo jouira « d'une autonomie substantielle au sein de la RFY ». Seulement, cette résolution ne manque pas de soulever de problèmes dans la mesure où chaque partie prenante croit y retrouver ses vues lors des différentes négociations et l'interprète donc dans ce sens. La communauté internationale y « réaffirme l'attachement de tous les Etats Membres à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la république fédérale de Yougoslavie et de tous les autres Etats de la région, au sens de l'Acte final d'Helsinki », bref l'« inviolabilité » des frontières yougoslaves. Les représentants yougoslaves ne l'ont acceptée que parce qu'elle respecte leur souveraineté. Enfin, les Albanais kosovars y ont adhéré car elle fait référence aux accords de Rambouillet qui prévoient une conférence internationale portant sur le règlement définitif du Kosovo sur la « base de la volonté de ses habitants »³⁰, un pas vers l'indépendance. La Résolution 1244 veut donc concilier l'inconciliable : l'indépendance du Kosovo, l'invocabilité des frontières (Acte final d'Helsinki) et la souveraineté et l'intégrité territoriale yougoslave (en fait l'intangibilité des frontières).

D'abord, cette « autonomie substantielle » n'est définie nulle part. Quelle est sa limite face à la souveraineté yougoslave ? Certes, elle fait référence aux accords de Rambouillet qui n'ont pas été signés par la partie Yougoslave, mais dans quelle mesure ? Dans le chap.I (Constitution), l'article I de cet accord délimite dans son alinéa 3 les champs de compétence du gouvernement fédéral. Or dans la pratique, M. Bernard Kouchner, représentant du Secrétaire Général des Nations Unies, n'applique pas la loi yougoslave et introduit le deutschemark comme seule monnaie officielle. Il n'est donc pas étonnant, que Belgrade ait dénoncé cette mise en œuvre de la résolution 1244 du conseil de sécurité au Kosovo dans un Mémoire du 03 novembre 1999. Selon elle, la MINUK, par le biais de ses décrets, « viole le principe de l'intégrité territoriale et la souveraineté de la RFY ». Mais d'autre part, le radical Ramush Haradinaj, chef de l'AAK (Alliance pour le futur du Kosovo), observe que l'administration de l'ONU n'est pas vraiment fonctionnelle, et qu'elle est en train de saborder le statut futur du Kosovo³¹.

Par ailleurs, la Résolution ne mentionne plus la période transitoire de trois ans (prévue dans les Accords de Rambouillet) et n'envisage qu'« un processus politique en vue de l'établissement d'un accord-cadre politique intérimaire prévoyant pour le Kosovo une autonomie substantielle, qui tienne pleinement compte des Accords de Rambouillet et du principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RFY et des autres pays de la région ». Ainsi, il n'y est plus question d'indépendance, alors que c'est grâce en grande

³⁰ Accords de Rambouillet : Chap 8, Art. 1, Alinéa 3

³¹ International Crisis Group : « Reaction in Kosovo to Kostunica's victory » in Balkans Briefing, 10/10/00

partie à une promesse informelle de la tenue d'un référendum d'autodétermination au bout de la période transitoire de trois ans que Mme Madeleine Albright a pu, à Rambouillet, arracher la signature de la délégation albanaise.

Enfin, le Kosovo est appelé à jouir d'une autonomie substantielle « au sein de la RFY » et non pas de la Serbie. Est-ce à dire qu'il aura le même rang que la république serbe ? Et si tel est le cas, pourquoi ne pas parler de république fédérée du Kosovo ? Sinon, n'est-ce-pas le retour à la situation ante ? Alors quel sera la garantie contre un prochain Milosevic ? Et si la RFY vient à disparaître, ce qui n'est pas à écarter compte tenu de sa tension actuelle avec le Monténégro, quel sera l'avenir du Kosovo ?

Outre ces ambiguïtés, les accords de Rambouillet, tout comme la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité ont oublié les Serbes kosovars opposés à Milosevic et les autres communautés, ceux-ci n'ayant pas été représentés aux différentes négociations. Cet oubli n'a-t-il pas été confirmé par l'inaction de la communauté internationale face à l'épuration ethnique dans l'autre sens, comme s'il y avait un parti pris Albanais ? Par contre la conférence de Rambouillet a vu s'asseoir à la table de négociation toutes les tendances albanaises y compris l'UCK, que de nombreux Etats dénoncent pour son terrorisme et ses velléités indépendantistes. Est-ce une façon d'anticiper un Kosovo indépendant et ethniquement pur ? Pour M. Adem Demaci, « ..il devrait y avoir un Serbe d'un côté de la table et un Albanais de l'autre... La liberté ne peut être le privilège des seuls Albanais. Vous ne pouvez être satisfaits si les autres ne le sont pas »³². C'était une façon pour lui d'affirmer que les Albanais ne parlaient pas d'une seule voix au Kosovo, mais aussi une manière d'admettre que d'autres kosovars auraient dû être entendus. Sinon comment les satisfaire ?

2 Le protectorat

Ainsi, la Résolution 1244 ne peut satisfaire ni les Serbes, qui y voient une menace à leur souveraineté et à leur intégrité territoriale, ni les Albanais, « dont la volonté d'indépendance transcende tous les clivages politiques ». En fait, elle n'édicte que les solutions pour la phase transitoire permettant l'installation progressive de la démocratie dans une région qui n'en a aucune expérience. Seulement elle a le mérite de détendre l'atmosphère, d'abaisser le degré de la haine créant ainsi un environnement favorable à toute négociation, de concrétiser progressivement ce que la communauté internationale entend par « autonomie substantielle et véritable auto-administration ».

Se pose alors le problème du statut futur du Kosovo. Certes, le pouvoir de la MINUK s'effacera progressivement au profit des élus locaux. Les élections générales vont avoir lieu. D'ailleurs leur tenue en 2001 « est un impératif à la fois pour la démocratie et pour la stabilité » selon M. Bernard Kouchner. Elles permettront l'émergence au Kosovo « des interlocuteurs légitimes pour Belgrade et la communauté internationale »³³. Seulement le retour des réfugiés, surtout des Tsiganes et des Serbes, n'est pas encore effectif. Par ailleurs, les Serbes ont boycotté les municipales d'octobre 2000 et rien n'indique qu'ils vont participer massivement aux prochaines élections. Aussi, si les

³² Le Monde diplomatique de février 2000: « Kosovo, le véritable enjeu » de Catherine Samary

³³ Propos de M. Bernard Kouchner recueilli dans Le Monde du 28/11/00 : « Jacques Chirac se dit favorable à des élections générales au Kosovo »

différentes communautés (majoritaires ou minoritaires) du Kosovo ne sont pas réellement prêtes à jouer « d'une autonomie substantielle et d'une auto-administration », ou si les négociations des différentes parties n'aboutissent pas à un compromis politique, faudra-t-il « imposer un protectorat » ou se résignera-t-on « au chaos entraîné par une indépendance incontrôlée »³⁴ ? A ce propos, la réponse du Conseil de Sécurité est claire. Non seulement il n'a plus fait allusion aux « trois ans après l'entrée en vigueur »³⁵ des accords de Rambouillet, mais il précise aussi que « la présence internationale civile et la présence internationale de sécurité sont établies pour une période initiale de 12 mois, et se poursuivront ensuite tant que le Conseil n'en aura pas décidé autrement »³⁶

Outre les avantages économiques (deutschmark, soutiens et projets financiers) qu'il véhicule, le protectorat garantit la sécurité des minorités Serbes et Tsiganes restées sur place. Il peut aussi encourager le retour des autres. Mais la présence de l'OTAN constitue aussi une garantie pour la majorité albanaise face à une éventuelle prédation serbe. Pour M. Rugova, « les forces de l'OTAN au Kosovo sont notre propre armée, nous nous entraiderons à l'avenir dans le partage des missions afin de maintenir la sécurité et la paix au Kosovo et les forces de l'OTAN ne quitteront pas la province sans que le statut du Kosovo soit arrêté. »³⁷. Le protectorat participe enfin au renforcement progressif de la démocratie naissante. Seulement il ne peut recevoir l'adhésion des dirigeants serbes et des Kosovars albanais. En effet, pour les Serbes, le protectorat tel qu'il est appliqué suspend la souveraineté serbe sur une partie de son territoire qu'est le Kosovo. Pour les dirigeants Kosovars albanais, non seulement il frustre leur désir de diriger leurs propres affaires mais il va aussi émousser la volonté d'indépendance de la population albanaise de la province qui, pour le moment, suite aux événements de 1998-99, leur reste acquise. D'ailleurs, le Kosovo ne peut être maintenu indéfiniment maintenu sous occupation militaire, même s'il s'agit d'une force internationale.

3 L'autonomie et les Albanais

Un Kosovo avec une large autonomie, au sein de la Serbie, telle est la situation de cette province depuis la nouvelle constitution de la RSFY de 1974. C'est une réponse de Tito aux différentes manifestations et aux vellétés d'indépendance de la communauté albanaise (en 1968, les citoyens albanais du Kosovo réclamèrent le statut de république fédérée ; troubles de 1974). Bien qu'imparfaite cette situation a permis à la province de prendre concrètement en main son avenir jusqu'en 1980, mort de Tito. Seulement, la Serbie, et plus tard la RFY à travers Slobodan Milosevic, trouve que cette autonomie paralyse le gouvernement serbe dans ses prises de décision. En effet, rien ne pourrait être décidé sans l'accord des représentants de la province. Aussi, M. Slobodan Milosevic supprime-t-il l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine en 1989-90. En même temps il commence à mettre en œuvre le plan de modification de l'équilibre démographique de la province en faveur des Serbes: la voie vers l'épuration ethnique est ouverte.

³⁴Propos de M. Hubert Védrine, dans sa lettre à MM. Jacques Chirac et Lionel Jospin le 20 janvier 1999, mais qui est d'actualité. Libération, Paris 1^{er} juillet 1969 (cf. aussi : Catherine Samary, « Kosovo, le véritable enjeu » Le Monde diplomatique février 2000

³⁵ Accord de Rambouillet du 23/02/99 chap. 8, art. I, § 3

³⁶ Résolution 1244 du 10/06/99, article 19

³⁷ Propos recueilli par M Nour Aldin Salleh dans Zaghreb du 14/12/00

Ainsi l'autonomie a été supprimée en peu de temps par la volonté unilatérale du Président de la Serbie (devenu ensuite président de la RFY). Y retourner correspondrait pour les différents dirigeants politiques kosovars albanais et pour la diaspora à une défaite politique. En effet, ces derniers considèrent l'intervention internationale comme leur victoire militaire qui doit indubitablement conduire à une indépendance. Les Kosovars albanais, avec ce qu'ils ont enduré depuis 1989, n'aspirent pas non plus à revenir sous le « joug serbe », à revoir sur leur sol des représentants des autorités yougoslaves³⁸, et ceci quel que soit le régime en Yougoslavie. En effet, ils n'ont aucune garantie contre un « autre Milosevic ».

Toutefois, différents de leurs aînés, de jeunes kosovars accordent plus d'importance à l'économie de marché et à l'intégration européenne qu'à la libération politique et sociale. Conscients que la Serbie présente pour les occidentaux un espace de marché prometteur et plus d'occasions de privatisation, ils sont convaincus que ce qu'ils perdront commercialement à plus ou moins longue échéance est plus important que la perte de l'indépendance³⁹. A priori donc, l'autonomie ne leur pose pas de problème du moment qu'elle offre une opportunité économique.

4 L'autonomie et les Serbes

Les Serbes s'attachent au Kosovo. Pour eux, une autonomie constitue le moindre mal. Dans son message officiel à la population le 10 juin 1999, l'ex-Président Yougoslave Slobodan Milosevic réaffirme que « nous [le peuple yougoslave] n'avons [n'a] pas abandonné le Kosovo... l'autonomie et rien d'autre, peut être pris en compte dans cette procédure politique ». Le nouvel élu Kostunica, quant à lui, s'en tient aux termes de la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité, votée au lendemain des opérations de l'OTAN au Kosovo, qui affirme sans ambiguïté le principe de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Pour mieux mettre en relief la souveraineté Yougoslave, il a fait savoir que la guerre menée contre son pays en 1999 était une « agression » et que si Milosevic doit être jugé, « ce sera en Serbie et par des Serbes »⁴⁰, (une façon aussi d'anticiper les procédures de la nouvelle Cour Pénale Internationale).

Les Serbes estiment que le Kosovo leur appartient. N'ont-ils pas puni Milosevic (défaite aux élections) pour avoir échoué dans sa tentative de conserver le « berceau de la nation » ? Mais sont-ils prêts à se sacrifier pour récupérer le Kosovo ? Catherine Lutard disait en 1992 que « si de nombreux Serbes ont refusé d'aller se battre en Croatie ou en Bosnie-Herzégovine, ils seraient légion à se lever pour défendre 'leur' Kosovo »⁴¹.

³⁸ Le retour au Kosovo d'un personnel yougoslave et serbe est prévu dans l'annexe 2/6 de la résolution 1244 mais n'est pas effectif.

³⁹ « Regardless of when and where democracy will take hold, Serbia represents to the West a much more promising market, with more opportunities for privatisation and none of the legal issues over ownership and status that have so far impeded formal development of the Kosovar economy. Young Kosovars whose stake at home just as often includes business or commercial interests as well as the political struggle inherited from the prior generation seem to hold the view that what they will lose commercially in the long run could matter than the loss of independence. Young Kosovars dream of a free market and economic status within the EU in much the same way their elders dreamed of political and social liberation ». Extrait de « Reaction in Kosovo to Kostunica's victory » par International Crisis Group. 10/10/2000. C'est l'auteur du présent mémoire qui a mis en italique une partie du texte pour la mettre en relief.

⁴⁰ Thierry de Montbrial, « L'indétermination pèse sur les Balkans », Le Figaro du 08/11/00.

⁴¹ Catherine Lutard, « le feu sous la cendre en Yougoslavie », Le Monde diplomatique de novembre 1992 .

Toutefois, la réalité est toute autre⁴². D'une part, la serbisation de la province a échoué : « les centaines de milliers de réfugiés serbes de la Krajina de Croatie avaient refusé d'aller vivre au Kosovo, préférant la Voïvodine, plus riche et à majorité serbe » donc plus sécurisante. D'autre part, « ...à Cacak ou à Leskova, à Kraljevo ou Krucevac, dans toutes les villes du Sud, ...on a assisté à des révoltes d'appelés, des mobilisations de masse, des 'Parlements citoyens' contre la guerre ».

L'église orthodoxe serbe est, elle aussi, en faveur « d'une large autonomie et du respect de toutes les minorités au Kosovo ». Cette position a eu un écho favorable auprès de la Conférence des Eglises Européennes, du Conseil Œcuménique des Eglises et de la Fédération Luthérienne Mondiale. En effet, après une visite en RFY du 16 au 18 avril 1999, une délégation conjointe de ces trois communautés rapporte que « toutes les Eglises font remarquer qu'il est important que toute solution possible pour résoudre le conflit respecte l'intégrité territoriale de la RFY et le caractère multiethnique de la province tout en garantissant les droits de tous les groupes ethniques et religieux ».⁴³ Seulement la réalité n'est-elle pas toute autre ? Peut-on encore parler d'un Kosovo multiethnique après l'épuration ethnique « inverse » ? L'Eglise n'a-t-elle pas déjà perdu si on se réfère à ce cri de désespoir du père Svetislav de la paroisse orthodoxe Saint-Sava : « Je reste là pour protéger mon église. Les Albanais ont détruit tant de lieux de culte déserts... »⁴⁴ ? [L'auteur du présent mémoire précise que les Serbes ont de leur côté détruit de nombreuses installations islamiques (bibliothèques, lieux d'archives,...). Ces actes de vandalismes réciproques visent plus à effacer toute trace de présence de l'autre qu'à manifester un fanatisme religieux.]

En tout cas, pour beaucoup, la Résolution 1244 correspond à l'échec des Serbes. Elle n'a fait qu'entériner la victoire des Albanais et le départ définitif des Serbes et autres minorités du Kosovo. Désormais l'autonomie est un leurre. D'après le journaliste Serbe Petar Lukovic, « le Kosovo ne fait plus partie de la Serbie, et encore moins de la Yougoslavie, et ne le sera plus jamais »⁴⁵.

5 L'autonomie et la communauté internationale

L'autonomie est la seule solution à laquelle adhère l'ensemble de la communauté internationale. Dans sa Résolution 1160 du 31 mars 1998, le Conseil de sécurité exprime déjà son soutien à un règlement pacifique du problème du Kosovo qui prévoirait une « autonomie renforcée pour la province dans le respect de l'intégrité territoriale de la RFY ». Dans sa Résolution 1244 du 10 juin 1999, il « réaffirme l'appel qu'il a lancé dans des résolutions antérieures en vue d'une autonomie substantielle et d'une véritable auto-administration au Kosovo ». De même, le groupe de contact pour le Kosovo, composé des ministres des affaires étrangères représentant la France, l'Allemagne, l'Italie, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni, l'Irlande du Nord et les Etats-Unis, recommande régulièrement « le maintien de l'intégrité territoriale de la RFY mais la proposition d'une autonomie substantielle pour la province ». Pour le G8, « l'autonomie substantielle et le

⁴² Catherine Samary, « Kosovo, le véritable enjeu », Le Monde diplomatique de février 2000

⁴³ Rapport de la délégation œcuménique en Yougoslavie, 16-18 Avril 1999 : « La double tragédie de la Yougoslavie ».

⁴⁴ Vincent Hugué, « Les vents mauvais de Mitrovica », l'Express du 02/03/00

⁴⁵ « Entretien avec Petar Lukovic, journaliste » Monitor du 17/11/00 :

respect de l'intégrité territoriale de la RFY » font partie des principes pour une solution politique à la crise du Kosovo. Enfin les Chinois et les Russes y adhèrent par crainte de créer un précédent.

Pour les Etats de la région, en dehors de l'Albanie et de la Turquie, l'autonomie assortie du pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est pourrait constituer une garantie pour la stabilité de la région. En effet, tous les pays des Balkans (sauf la Slovénie), y compris l'Albanie et la Turquie, ont des minorités susceptibles de faire sécession et sont attentifs aux solutions apportées aux crises du Kosovo.

6 République au sein de la République Fédérale de Yougoslavie (RFY)

Ce statut est assez proche de l'autonomie (d'où son insertion dans ce chapitre). Toutefois, diverses raisons pourraient pousser les dirigeants serbes à le récuser. En effet, l'accepter correspondrait pour les Serbes à autoriser le Kosovo à faire sécession à moins de s'y opposer dans la constitution comme pour le cas de la République Srbska. Par ailleurs, si chaque république de la fédération a la même voix, le Kosovo et le Monténégro pourraient s'allier pour contrecarrer les projets serbes. Enfin, l'accession du Kosovo au rang de république conduirait à celle de la Voïvodine. D'un autre côté, les radicaux albanais y verraient également la frustration de leurs aspirations indépendantistes et de leur volonté de rattacher le Kosovo à l'Albanie.

A l'opposé, les modérés kosovars d'origine albanaise n'excluent pas cette perspective avant la guerre. Quant au Monténégro, il va compter pour un tiers ou un quart dans les institutions fédérales et non plus une moitié. Toutefois, il a tout à gagner, avec cette nouvelle configuration, face au géant serbe.

En parlant d'autonomie substantielle et d'auto-administration, la communauté internationale, quant à elle, n'exclut pas non plus une république kosovare au sein de la RFY. D'ailleurs, bien approfondie, cette solution, appliquée non seulement à l'actuel RFY mais aux Balkans, pourrait assurer la stabilité de cette zone ethniquement entremêlée où la population a perdu les repères issus des empires. Une « réfédération » ou une grande union des différentes Républiques des Balkans, à l'intérieur de laquelle les différentes Nations non délimitées par des frontières seraient reconnues, permettrait à toutes les tendances de s'exprimer, de prendre en main leur destin tout en assurant une libre circulation des biens et des personnes. La sécurité des minorités ne se trouverait pas inquiétée et le retour des réfugiés et des personnes déplacées se ferait en toute sécurité et liberté. N'est-ce pas l'état final recherché à travers le Pacte de stabilité relancé sous l'égide de l'OTAN et de l'UE?

Le Pacte prévoit en effet trois chantiers :

- démocratisation et droits de l'homme
- reconstruction économique, développement et coopération
- sécurité.

Selon la déclaration adoptée au sommet de Sarajevo le 30 juillet 1999, le Pacte n'exclut aucun Etat des Balkans, même la RFY. Mieux, la même déclaration insiste sur la priorité à donner à la coopération régionale. Ce critère n'est pas difficile à mettre en œuvre si on se réfère à la déclaration finale du sommet des Balkans du 25/11/00 à Zagreb. En effet, la Croatie, la Bosnie, la Macédoine, l'Albanie et la Yougoslavie, composée de la

Serbie et du Monténégro, se sont engagées dans une nouvelle ère de « dialogue politique, de libre-échange régional et de coopération étroite dans les domaines de la justice et des affaires intérieures ». En outre, tous ces pays, en dehors de la RFY et pour des raisons compréhensibles, aspirent à entrer dans l'OTAN. Ceci suppose qu'ils aient réglé préalablement leurs différends internes ou avec leurs voisins. Enfin, pour concrétiser sa volonté de participer à la stabilisation des Balkans, Belgrade commence à établir des liens diplomatiques avec les ex-républiques issues de la RSFY: Croatie, Macédoine, Slovénie, Bosnie-Herzégovine. Lors d'une de ces cérémonies, le ministre des Affaires étrangères bosniaques, M. Jadranko Prlic a dit que « Les fondements sont désormais posés pour rendre une guerre impossible ». Pour son homologue yougoslave, Coran Svilanovic, il faut « franchir des étapes décisives pour établir la confiance dans la région ».

Ainsi donc, l'élévation du Kosovo au rang de république au sein de la RFY ne rencontrerait théoriquement pas beaucoup d'objection. Seulement, les Kosovars albanais accepteraient-ils de renoncer complètement à leur indépendance ?

Chapitre IV : LA SECESSION PARTIELLE OU TOTALE DU KOSOVO.

La sécession peut apparaître sous différentes formes. Elle peut se traduire par la partition du Kosovo et le rattachement d'une partie à l'Albanie, ou par le rattachement global du Kosovo à l'Albanie, ou tout simplement par son indépendance. Elle présuppose qu'Albanais et Serbes ne peuvent plus cohabiter « à l'intérieur d'un même Etat de majorités et de minorités ». Elle facilite ainsi le divorce des différentes communautés pour constituer des territoires ethniquement homogènes. Elle admet aussi que les Serbes acceptent de perdre le Kosovo et que les Albanais arrêtent au Kosovo leur ambition territoriale, ce qui est pour le moment inconcevable.

Le premier paragraphe analyse l'impact de la sécession dans sa globalité. Les trois autres mettent en relief les réactions que suscitent ses formes particulières : partition, indépendance, indépendance conditionnelle.

1 Les points communs

Pour la communauté internationale la sécession est inacceptable pour différentes raisons. D'abord il traduit son échec. En effet, les frappes aériennes de l'OTAN ont été suivies par un mandat de l'ONU qui prévoit presque tout sauf la création d'un Kosovo indépendant, encore moins sa partition. D'ailleurs la communauté internationale a toujours prôné, à travers ses différentes déclarations ou les négociations auxquelles elle participe, l'intégrité territoriale de la RFY. Le problème est d'autant plus difficile avec la chute de Slobodan Milosevic. La Serbie devenant un pays démocratique, les puissances occidentales sont, en effet, plus attentives à ses revendications sur le Kosovo. Certes, la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité des Nations Unies considère le Kosovo comme partie intégrante de la Yougoslavie et évite soigneusement de mentionner la Serbie. Seulement qu'est-ce que la RFY sans la Serbie ? Mr. Bernard KOUCHNER dit à ce propos : « Le pouvoir d'un président de la fédération yougoslave, ce n'est pas suffisant par rapport à la puissance d'un

président de la République de Serbie »⁴⁶. Pour l'entourage de Mr Javier SOLANA, « la clé c'est le gouvernement et le Parlement serbes »⁴⁷.

Elle aura aussi échoué dans sa volonté de garder un Kosovo multiethnique. Non seulement le retour des réfugiés (surtout Tsiganes et Serbes) ne sera plus effectif mais les minorités Serbes et Tsiganes restés dans la zone sous autorité albanaise, se sentant en danger dans un milieu hostile, la quitteront. Ce déplacement « forcé » de population va de surcroît poser un problème moral à la communauté internationale. Il risquera de faire tache d'huile dans les Balkans. En effet, s'il est naturel, civique, compréhensible et légitime que les Albanais s'unissent et prennent en main leur destin, n'en est-il pas de même pour les autres ?

Par ailleurs, « tout changement de frontières internationales dans cette région en amènerait fatalement d'autres : en Macédoine, en Bosnie-Herzégovine »⁴⁸. Ainsi, la communauté internationale sera contrainte de redéfinir toutes les frontières dans les Balkans. En effet, les Albanais dans leur logique ne vont pas se contenter de leur « victoire » au Kosovo. M. Fatos Nano, chef du parti socialiste albanais, a proposé la création d'un forum commun à Tirana, Pristina et Tetovo, ouvert à tous les partis politiques albanais des Balkans, et l'élaboration d'une stratégie politique ayant pour objectif l'intégration de tous les Albanais⁴⁹. L'UCPMB (Armée de libération de Presevo, Bujanovac et Medvedja), de son côté, a déjà revendiqué depuis un an le rattachement de ces trois villes, à forte population albanaise, à un Kosovo indépendant. En Macédoine, M. Xhevat Halili, professeur à l'université libre de Tetovo disait : « Les Kosovars sont prêts à la guerre, nous aussi. Il faut partager l'héritage entre Albanais et Macédoniens ou faire un divorce à l'amiable »⁵⁰. Après cette « cible fragile » le tiers méridional du Monténégro suivra de lui-même surtout si ce dernier quitte la RFY. Dans ce cas de figure il ne reste peut-être plus que les quelques territoires albanophones de la Grèce pour reconstituer la Grande Albanie. Ce jeu conduira alors, irrémédiablement, vers la renaissance des « grandismes » dans les Balkans et donc à l'exclusion réciproque et à la relance des hostilités. Il pourrait aussi alimenter les visées sécessionnistes des Hongrois de la Voïvodine, des Musulmans de Sandjak et l'indépendance du Monténégro ; bref la poursuite du démantèlement de l'actuelle Yougoslavie. La disparition de la Macédoine actuelle couronnera l'ensemble. Seulement, l'effet de chaîne ne s'arrêtera pas là. En fait, la Grèce, la Serbie et la Bulgarie ont toutes formulé par le passé des revendications portant sur le FYROM (Former Yougoslav Republic of Macedonia, appellation officielle de la République de Macédoine actuelle). En outre, il ne suffit pas de redéfinir les frontières, il faut aussi les respecter. Une force multinationale de sécurité sera alors indispensable pour assurer cette mission. La communauté internationale est-elle prête à assumer cette nouvelle responsabilité ?

⁴⁶ Entretien de Joelle MESKENS , Edouard VAN VELTHEM AVEC Mr Bernard KOUCHNER reporté dans LE SOIR du 12/12/00

⁴⁷ Propos recueilli dans Libération du 24/11/00 : « Kostunica, coqueluche des Européens »

⁴⁸ Propos de Kostunica recueillis à Belgrade par Renaud Girard dans Le Figaro du 19/12/00 : « Vojislav Kostunica . Milosevic a signé son arrêt de mort politique »

⁴⁹ Hans Stark, « L'Europe du Sud-Est. Ni paix ni guerre », RAMSES 2001, p. 161

⁵⁰ Propos cité dans Le Monde diplomatique de Janvier 1999 : « Crise du Kosovo et question albanaise »

Enfin, la sécession partielle ou totale du Kosovo va créer un précédent auquel s'opposent fortement deux membres permanents du Conseil de sécurité : la Chine et la Russie. En effet ceci pourrait miner la stabilité et l'intégrité de leurs Etats multinationaux et multiethniques. D'ailleurs, sur la scène internationale, ils ne sont pas les seuls à avoir des problèmes avec les mouvements sécessionnistes. Les Etats-Nations (avec un S à nations) comme la Russie ne sont pas à l'abri. Dans la région, les Turques font aussi face à la sécession kurde. Toutefois, leur position ne peut être qu'ambiguë. D'une part le risque de voir les nationalistes kurdes tirer les leçons du Kosovo les inquiète. D'autre part, la Turquie éprouve la nécessité d'y affermir sa position régionale en s'appuyant sur ses solides liens historiques et culturels avec les Albanais. Elle a ainsi, selon le général Pierre-Marie Gallois, « encouragé, ne serait-ce qu'en entraînant chez eux les combattants albanais et en procédant à quelques investissements en Albanie »⁵¹ le rattachement du Kosovo à l'Albanie. En outre, elle n'a pas hésité à apporter son soutien aux bombardements de l'OTAN tout en cherchant à « régionaliser les enjeux des négociations précédant les frappes aériennes et les solutions à mettre en œuvre à l'issue de celles-ci »⁵².

Quant aux Roms et Kosovars serbes, aucune de ces solutions ne sert leur intérêt. Ils seront obligés de choisir entre partir ou subir le pouvoir de la majorité albanaise. Si on se réfère au rapport de « Médecins du Monde »⁵³ de décembre 2000, le choix est vite fait. En tout cas, l'homogénéisation ethnique du Kosovo, commencé sous l'occupation de l'empire ottoman, ne s'arrêtera pas. « Le crible fonctionne et ce processus de nettoyage, de purification, de perfectionnement des Albanais se poursuit. Assez lentement, mais il se poursuit ».⁵⁴ En effet, d'une part les Albanais continueront à être prolifiques encore pour un certain temps, la transition démographique étant longue quel que soit le degré de développement. D'autre part, le retour des réfugiés serbes ou Roms au Kosovo est aléatoire. M. Ismaïl Kadare disait en effet qu'« Il faudrait s'orienter vers un dialogue, envisager un compromis en ayant à l'esprit que les Albanais du Kosovo ne veulent pas vivre avec les Serbes »⁵⁵. Pire, selon M. Adem Demaci, ex-représentant politique de l'Armée de libération du Kosovo, (UCK), « ...si les Serbes continuent à dire 'le Kosovo est à nous', alors une psychose se formera chez les Albanais comme quoi il faut 'nettoyer' les Serbes qui sont restés pour assurer leur sécurité »⁵⁶. Cette situation renforcera le nationalisme serbe et pourrait conduire à de nouvelles formes d'exclusion plus dures, voire à une nouvelle escalade de violence. Les premières victimes désignées seront les minorités albanaises dans les enclaves serbes (en cas de partition) et dans le sud de la Serbie et les minorités Roms et Serbes au Kosovo.

Pour les dirigeants serbes, la solution préconisée pourrait les conduire à demander le rattachement de la « République serbe de Bosnie » à la Serbie et à être plus vigilant sur

⁵¹ Pierre Dubuc, « Kosovo : les enjeux stratégiques », www.microtec.net

⁵² Didier Billion « Les ambitions balkaniques de la Turquie », *Revue internationale et stratégique*, hiver 1999-2000 p. 143

⁵³ Kosovo : minorités en danger

⁵⁴ Propos recueillis par Vladimir Radomirovic dans Reporter du 08/11/00 : « Kosovo. Entrevue avec Adem DEMACI ». Ce propos sous-entendrait que l'homogénéisation ethnique actuelle du Kosovo fait partie d'un plan albanais de longue date.

⁵⁵ Ismaïl KADARE, « Temps barbares . De l'Albanie au Kosovo (Entretiens) » p. 192

⁵⁶ Propos recueillis par Vladimir Radomirovic dans Reporter du 08/11/00 : « Kosovo. Entrevue avec Adem DEMACI »

la croissance et l'immigration albanaise sur son territoire. Elle les éloignera davantage de l'Amérique où ils n'ont pas de lobbies et les rapprochera de la fédération de Russie, situation que n'envisagent pas les Américains. Ces derniers n'ont visé, en effet, qu'«une révolution tranquille dans le but de renverser les gouvernements et partis communistes tout en réintégrant ces pays d'Europe de l'Est dans l'orbite du marché mondial »⁵⁷. Ils y ont réussi grâce au bombardement mené par l'OTAN, et au « coup de pouce américain au renversement de Milosevic »⁵⁸. D'ailleurs, si les Américains visaient l'éclatement de la RFY, il leur suffirait d'appuyer l'indépendance du Monténégro.

Enfin toute forme de sécession ne peut qu'inquiéter les voisins : la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, et même l'Albanie. La Macédoine, tout comme la Bosnie-Herzégovine, artificiellement construite à Dayton, disparaîtra. La Grèce, rien que pour concrétiser les liens étroits et multiformes qu'elle entretient avec la Serbie, sera tentée d'une manière ou d'une autre de remettre en surface le problème de l'Épire du Nord. Seul, le Monténégro y trouvera une occasion de réaliser son indépendance.

2 La partition

Les violences perpétrées contre les minorités au Kosovo et l'existence d'enclaves serbes laissent supposer que la partition de la province, comme c'était le cas en Bosnie-Herzégovine, est la solution logique. Elle entérine de facto la division ethnique du Kosovo tout en reconnaissant le droit historique des Serbes de vivre au Kosovo. D'après M. François Thual, « la solution au Kosovo résidait dans la partition, car le degré de haine collective atteint empêche d'envisager des solutions de cohabitation[...] Pour une génération au moins, on ne voit pas comment ces gens-là peuvent vivre ensemble »⁵⁹.

Les Serbes ont déjà envisagé cette possibilité. Ils comptent conserver le Kosovo utile : les monastères et les mines du nord du Kosovo. Cette solution protège les Serbes et les Roms qui vivent déjà au nord du Kosovo. Par contre, ceux qui sont restés dans le sud sont obligés de choisir entre vivre sous le régime à majorité albanaise ou partir. Le même dilemme se pose également aux Albanais restés dans le nord.

Selon Vladimir Radomirovic, les Albanais n'ont pas non plus exclu cette possibilité. « Lorsque le brasier du sud de la Serbie s'est enflammé, les Albanais du Kosovo ont eu aussi l'idée d'échanger les communes de Preshevo, Bujanovac et Medveja pour Leposavic, Zubin Potol, Zvecan et le nord de Mitrovica »⁶⁰. Toutefois, l'article 8 de la constitution de la République du Kosovo, Kaçanik, 07/09/90 stipulait que le territoire du Kosovo formait « un tout inaliénable et indivisible ». D'ailleurs, la partition réduirait la viabilité économique d'un Kosovo indépendant. Elle priverait la majorité albanaise des mines de Trepca, donc d'emplois et de sources de revenus, si dérisoires soient-ils. Elle rapprocherait donc davantage la partie albanaise de l'Albanie. Les radicaux albanais pourraient ainsi y trouver la source d'un prochain conflit.

⁵⁷ Pierre Dubuc « Une analyse de Michel Cossudovsky : KOSOVO, les causes économiques » www.microtec.net

⁵⁸ Le Monde du 19/12/00. Natalie Nougayrède s'y réfère à un article de Michael DOBBS dans l'International Herald Tribune du 13/12/00

⁵⁹ Propos tiré de « Géopolitique, espace et conflictualité » : www.geoeconomie.com

⁶⁰ Reporter du 29/11/00 : « Serbie méridionale ; promenades explosives dans la zone tampon ».

3 L'indépendance du Kosovo

L'immense majorité des Albanais, en Albanie même ou au Kosovo, rêvent d'indépendance. D'ailleurs la logique de la situation créée par la guerre de 1999 est de conduire à l'indépendance. Elle mettrait rapidement fin à la tutelle internationale et à la souveraineté fictive de la RFY sur le Kosovo. Elle permettrait à la majorité albanaise de prendre enfin en main le destin de cette province.

Selon le président de l'Albanie, Meidani, le Kosovo a le droit à l'autodétermination et doit former une entité souveraine au sein de l'Europe. L'ancien président Berisha fait de l'indépendance du Kosovo une base de sa propagande pour le retour éventuel au pouvoir. Les intellectuels albanais la considèrent comme un droit naturel, y compris le rattachement de cette province à l'Albanie. M. Kostunica, affirmait quant à lui, l'existence en « Amérique, d'organisations non gouvernementales, qui jouissent d'une influence considérable, et de très puissants lobbies travaillant en faveur de l'indépendance du Kosovo et contre l'intégrité territoriale de la Yougoslavie ». ⁶¹ Enfin, Mr Rugova (Président de la Ligue Démocratique du Kosovo) disait, lors de ses réunions électorales, que celui qui votait pour la LDK, votait pour l'indépendance. La réponse des Albanais fut unanime lors des municipales.

Seulement, cette indépendance ne sera pas négociée avec les Serbes qui y sont hostiles. Les Serbes sont unanimes pour affirmer que le Kosovo leur appartient. Certes, ils ne vont pas faire la guerre contre les Albanais pour reprendre le territoire perdu, mais cette frustration fera certainement naître chez eux un nationalisme très fort dont les conséquences sur l'application du Pacte de stabilité dans les Balkans seront néfastes. Par ailleurs, cette option renforcerait la position des Serbes radicaux et du parti nationaliste de l'Unité serbe (SSJ). M. Kostunica, quant à lui, n'envisage qu'un Kosovo au sein de la RFY, position qu'il a réaffirmée au sommet des Balkans du 25/10/00. Il est convaincu que pour ceux qui respectent la légalité et le droit international, la solution sur le futur statut du Kosovo doit s'inspirer de la Résolution 1244.

La communauté internationale, quant à elle n'envisage pas l'indépendance du Kosovo. M. Bernard Kouchner, par exemple, considère que la revendication d'indépendance et les objectifs internationaux de M. Rugova sont irréalisables. Pour lui, la seule référence est la résolution 1244 qui ne remet pas en cause la souveraineté yougoslave sur la province. « C'est le droit aujourd'hui », il ne peut pas avoir d'autre position. Par ailleurs le changement de position de la communauté internationale est notable depuis l'arrivée au pouvoir de M. Kostunica. En effet, l'Armée de Libération du Presevo, Medveja et Bujanovac (l'UCPMB), une branche de l'UCK, est désormais considérée comme terroriste. M. Jacques Chirac qualifie ses attaques « d'actes terroristes » ⁶². De même le secrétaire général de l'OTAN, Lord George Robertson a déclaré qu'« un vent de changement souffle en Serbie et la communauté internationale n'acceptera pas les actions extrémistes ». La Secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright a, quant à elle, demandé aux représentants albanais radicaux de « s'abstenir d'actions qui pourraient saper les

⁶¹ Propos recueillis par Renaud Girard lors de l'entretien de Mr. Kostunica avec Le Figaro (Le Figaro du 19/12/2000)

⁶² Institute for War and Peace Reporting : Rapport sur la crise des Balkans n° 199 du 28/11/00

efforts de la communauté internationale pour obtenir une paix durable dans la région »⁶³. Le contraste est flagrant quand on sait que l'UCK, qualifiée de terroriste, avait eu une place à la table de négociation de Rambouillet et qu'à cette même négociation, Madeleine Albright menaçait de bombarder la Serbie. Son message disait : « Si les négociations échouent du fait de la non-acceptation des Serbes, nous la bombarderons, mais si les Albanais s'y opposent, nous ne pourrions plus rien faire pour eux et nous couperons les aides qu'ils reçoivent de l'extérieur ». En outre, M. Vojislav Kostunica a rapporté, selon le journal « Zaghreb » du 14 décembre 2000, « les points de vue des occidentaux pour l'avenir de la province disant que lors des discussions qui ont eu lieu à Rome, il a entendu le refus catégorique des autorités italiennes pour la séparation de la province du Kosovo de la Serbie et de la Yougoslavie. Les déclarations du président yougoslave sont confirmées par M. James O'Brian, le conseiller du président américain pour les Balkans, qui a refusé que la province du Kosovo soit en dehors des frontières yougoslaves ».

Par ailleurs, si indépendance il y a, c'est nécessairement après un référendum. Mais quelle est sa légitimité quand tous les Kosovars n'y sont pas encore présents et quand les minorités qui y sont ne sont pas libres de s'exprimer librement par crainte de représailles ? La forme de la démocratie actuelle permet-elle une bonne représentation des minorités ? Quel avenir réserve-t-on à ces minorités ? En plus, la communauté internationale ne peut pas se contenter d'accorder l'indépendance au Kosovo. Elle doit la garantir contre les différents prédateurs. Une force internationale devra donc sécuriser la frontière du nouvel Etat jusqu'à ce que celui-ci soit en mesure d'assurer sa propre sécurité. Pour Mr. Rugova la solution est déjà trouvée. Il s'est prononcée en effet pour une adhésion à l'OTAN et pour une présence illimitée des troupes de la KFOR. La force internationale doit aussi être prête à faire face à toute forme d'instabilité qu'aura engendrée cette indépendance.

Après les problèmes de sécurité externe, l'indépendance du Kosovo pose un problème de viabilité économique. M. Thual pense que cette région telle quelle ne serait pas viable. En effet, « cette région a toujours vécu, du temps de l'époque socialiste ou même avant, des investissements qui venaient des régions les plus riches de la Yougoslavie ». De 1989 à 1998, elle a survécu grâce à l'aide de la diaspora albanaise. Actuellement, elle vit des projets et soutiens financiers de la communauté internationale. Certes, M. Rugova envisage l'adhésion à l'Union Européenne, mais quelle est sa chance face à la Serbie ? L'Union Européenne reste-t-elle toujours favorable à l'effritement des Balkans ?

Enfin, le Kosovo risque d'être déchiré entre sa volonté de rester seul et l'annexion ou le rattachement à l'Albanie. En cas d'indépendance, M. Rugova pense établir des relations équilibrées avec l'Albanie et le reste des Balkans. Toutefois, il est seul à soutenir cette position. En effet, les radicaux, tout comme les intellectuels albanais « trouvent naturel que le Kosovo soit rattaché à sa mère patrie ». D'ailleurs, l'Etat indépendant du Kosovo serait le second pays des Albanais dans les Balkans, avec la République d'Albanie, ce qui est politiquement et économiquement inutile. Par conséquent, un Kosovo indépendant, de fait sinon de droit, s'associerait très vite à l'Albanie, ce qui correspondrait à un pas vers le « grandisme » dans la région.

⁶³ Institute for War and Peace Reporting : Rapport sur la crise des Balkans n°204 du 15/12/00

4 L'indépendance conditionnelle.

Après les tenues des différentes élections et l'exercice effectif de l'auto-administration, les élus kosovars albanais ne manqueront pas d'organiser un référendum sur le statut futur de la province. D'ailleurs, les Accords de Rambouillet, bien que ne parlant pas explicitement de référendum, prévoient un « mécanisme permettant de définir le statut définitif du Kosovo sur la base de la volonté de ses peuples ». Celle-ci ne pourrait être favorable qu'à une certaine forme d'indépendance. Toutefois, l'opportunité d'une telle consultation populaire dépend du contexte régional et international. En effet, le Kosovo ne dispose pas encore des moyens pour assurer l'ordre interne ou faire face à toute forme de menace externe. Ces rôles de l'Etat sont pour le moment assurés par la communauté internationale. La vie des minorités n'est pas non plus en sécurité (le climat ne permet pas le retour de certaines communautés kosovares victimes de « l'épuration inverse »). Encore moins leur liberté d'opinion, de pensée et de mouvement et leur participation effective aux différentes institutions en tant que citoyen à part entière. Ainsi, l'indépendance, si elle doit avoir lieu, devrait être conditionnelle.

Ensuite, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, les élus et les représentants des minorités doivent s'entendre sur le terme du référendum, qui doit être en tout cas clair. Ils feront en sorte que non seulement la majorité albanaise mais toutes les communautés puissent participer à la consultation populaire et faire connaître leurs aspirations. La forme actuelle de la démocratie, « one man, one vote » ne peut qu'étouffer, pour le moment, les désirs des minorités et favoriser la majorité albanaise. Il faudrait donc trouver un autre mécanisme pour donner à tous les moyens de manifester leur opinion.

Par ailleurs, les élus, avec la communauté internationale, doivent trouver le régime constitutionnel pour la nouvelle République. Celui-ci doit entre autre considérer tous les citoyens kosovars de la même façon sans distinction d'origine, de religion, de race, faciliter leur participation effective à toutes les institutions et tenir compte de leurs aspirations exprimées pendant ou en marge du référendum. Il doit permettre aux différentes communautés du nouvel Etat de vivre ensemble et donc de ne pas conduire à la constitution de cantons ou d'enclaves ethniquement homogènes, et moins encore de servir de base à toute forme de grandisme. Le peuple du Kosovo sera tout simplement un peuple territorial. Les habitants du Kosovo ne seront ni Albanais, ni Serbes, ni Roms, ni Turcs. Ils seront des Kosovars. Et, peut-être qu'après deux générations, le Président du Kosovo pourrait avoir la fierté de dire que « la diversité constitue le plus grand atout de son pays et que toutes les races, les ethnies et les religions qui sont présentes dans ses différentes institutions sont à la base même de l'émergence de l'économie kosovare »⁶⁴. Enfin, les Serbes vivant hors du Kosovo devraient pouvoir y voir le « berceau » de leur civilisation non bafoué et le visiter. Ce dernier point suppose que tous les monuments historiques Serbes bénéficient d'une attention et protection particulières engageant le nouvel Etat et la communauté internationale. Il suppose également que les Serbes puissent traverser la frontière, circuler librement à l'intérieur du pays et surtout avoir un libre accès sur ces sites.

⁶⁴ Paraphrase d'un extrait du discours de Bill Clinton au Congrès le 27/01/2000. Voir « au-delà des minorités » de Joseph Yacoub, p. 215

Ils doivent enfin fixer les différents paliers à franchir et les indicateurs correspondants avant l'accession à une véritable indépendance. Entre-temps, la communauté internationale donnera une assise économique et internationale à l'Etat naissant. L'économie en elle-même est actuellement en voie de construction. Elle s'améliorera au fil du temps, selon la volonté des Kosovars d'opter pour le développement. Diverses voies sont ouvertes. Outre le Pacte de stabilité, l'article 5 du Statut du Conseil de l'Europe permet d'octroyer la qualité de membre associé à des pays qui traversent une période de bouleversement constitutionnel et ne jouissent pas de la souveraineté. Par contre, l'octroi d'une assise internationale est plus délicat. Il va d'abord falloir négocier avec les Serbes. Ensuite, il faut assurer les différents Etats de la région contre toute forme de grandisme et les convaincre de l'opportunité d'une telle indépendance progressive, à la fois conditionnelle et négociée. L'acte final d'Helsinki sur l'inviolabilité des frontières est respecté dans ses grandes lignes si le nouvel Etat n'est pas tenté de se rattacher à l'Albanie ou de constituer un grand Kosovo. Ceci fera disparaître la méfiance de chez les voisins et garantira la sécurité extérieure du nouvel Etat.

CONCLUSION PARTIELLE DE LA DEUXIEME PARTIE

L'analyse des quelques solutions classiques, dans cette deuxième partie, montre combien la théorie des dominos pèse sur les Balkans. Le cas du Kosovo est délicat et nécessite une solution originale, bien approfondie, assortie d'un système qui facilite la représentation des différentes communautés de la province ; une solution qui dépasse la notion de frontières, qui permet d'éradiquer la méfiance. Avec une telle solution, le Kosovo pourra retrouver son rôle de pivot trans-balkanique et assurer cette fois-ci son décollage économique et son développement.

Ainsi, toute sécession partielle ou totale pourrait déstabiliser la région et constituer un « précédent » dans la résolution des revendications nationalistes similaires. Même une indépendance conditionnelle pourrait dérapier. En effet, deux républiques contiguës peuplées par une même communauté, de manière homogène, ne peut que conduire à terme à une « grande » république (En fait, on ne sait pas empêcher un Etat souverain et indépendant de se rattacher à un voisin. Voir le cas des deux Allemagnes). Il serait donc sage de l'éviter. Par contre, outre une autonomie substantielle dont il faudrait déterminer le contenu, l'élévation de la province au rang de République au sein de la RFY avec, en parallèle, la mise en place de l'équivalent d'un « espace Schengen » pourrait être moins dramatique quant à ses conséquences et accueillir beaucoup d'adhésion.

Pour l'Europe, dont le poids a été plus discret lors des différentes résolutions des crises balkaniques, le chantier est ouvert pour la mise en œuvre du Pacte de Stabilité et reprendre ainsi la main sur son continent. En effet, une reconstruction économique de la région selon le modèle du « plan Marshall » est nécessaire pour sa stabilité. Elle conduirait, à terme, à la construction d'une fédération ou confédération balkanique.

CONCLUSION

Au Kosovo, petite province méridionale de la Serbie, la population initialement disparate est devenu au fil des siècles presque homogène. Il pose un problème géopolitique majeur. La revendication passionnée de deux nationalismes concurrents sur cette province, celui des Serbes et celui des Albanais, a conduit à l'intervention de l'OTAN. Actuellement sous administration internationale, son statut est ouvert. L'analyse des différentes solutions classiques, allant de la situation actuelle à l'indépendance, en passant par l'autonomie substantielle dont le contenu reste encore à définir, montre que de l'avenir réservé au Kosovo dépend la stabilité des Balkans, voire des régions où il y a « enchevêtrements de populations de langue, religion et culture distinctes ». Inversement, le cas du Kosovo ne peut être traité isolément de la spécificité et des problèmes balkaniques. Il ressort également de l'analyse que la forme de la démocratie actuelle nécessite une adaptation pour une meilleure représentation des autres communautés de la province, minorités ou non. Cette réforme ne doit pas cependant conduire à une paralysie du système.

La solution se situe au niveau de la volonté des politiques. En effet, au niveau de la population, la réconciliation est toujours possible quand les politiques la décident (Cf. la réconciliation franco-allemande et croato-serbe après la Deuxième Guerre mondiale, le début de l'entente entre les peuples de la Bosnie 5 ans après les massacres). Les Balkans sont héritiers d'un équilibre naturel que les siècles leur ont donné : ils sont la terre commune de communautés intimement entremêlées dans tous les domaines : religieux, ethnique, culturel. « Différencier », « discriminer », « déplacer », « exclure » sont des solutions artificielles qui présentent plus de revers que de bon sens : elles laissent des cicatrices et nourrissent la haine. Le peuple n'aspire qu'à vivre normalement (niveau de vie) et en paix (sécurité interne et externe) dans un Etat de liberté, de droit et de justice (ce qui exclut la mafia internationale et doit marginaliser tout système mafieux), un Etat de la démocratie. Le fait d'être administré par des dirigeants issus de sa propre communauté ne garantit pas toujours une telle situation. Il suffit de se référer au Cambodge de Pol Pot, à l'Albanie d'Enver Hoxha et à la Roumanie de Ceausescu. Le cas de la Hongrie illustre, quant à lui, que le peuple peut vivre dans la sérénité sous la direction de gens issus d'une autre communauté.

A travers la résolution 1244 et ses différentes déclarations, la communauté internationale a posé les jalons : respect de l'intégrité territoriale de la RFY, respect de l'acte final d'Helsinki, autonomie substantielle, Pacte de stabilité. Très précise sur les dispositions militaires à prendre, la résolution laisse beaucoup de champ libre à la créativité et à l'ingéniosité des différents acteurs pour définir le statut futur de la province. Il faudrait donc donner un sens et un contenu à l'apparente contradiction : « autonomie substantielle en respectant l'intégrité territoriale et la souveraineté de la RFY ». Le cas qui viendrait à l'esprit pourrait être celui de Taïwan. Certes, la souveraineté de la Chine sur cette province est fictive. Néanmoins, la situation peut évoluer conformément à la situation mondiale. L'équivalent d'un « espace Schengen » avant l'intégration à l'Europe pourrait aussi relativiser la notion de frontière et rapprocher davantage les différentes communautés. Le premier à en profiter serait le Kosovo. Il serait de nouveau « un pivot de

la circulation transbalkanique »⁶⁵. Plus tard, le couronnement du Pacte de stabilité relativiserait la souveraineté yougoslave sur la province.

En attendant, une période transitoire relativement importante sous administration internationale est nécessaire pour le Kosovo – le temps de laisser aux victimes de l'épuration ethnique à double sens de rentrer. Parallèlement, le Pacte de stabilité est la perche économique tendue aux Balkans. Sa vision est globale et son application progressive. Pour sa mise en œuvre, l'Europe a un rôle principal à jouer. Les Etats de la région ne sont pas en reste. Ils leur faudrait au moins la volonté politique d'y adhérer. Le chemin vers la réconciliation est long ; mais les récents établissements et rétablissements de relations diplomatiques entre les Etats des Balkans et le sommet de Zagreb du 24 Novembre 2000 ne constituent-ils pas un premier pas?

Quant au statut futur du Kosovo, outre la prise en considération de ces jalons, quelques principes seraient à observer:

- Le problème du Kosovo ne devrait pas être résolu sur le principe du droit historique développé par les Serbes ni sur celui du droit issu de la démocratie/démographie prôné par les Albanais. D'une part, aucun Serbe n'accepterait que la province lui soit détachée. D'autre part, aucun Albanais ne souhaiterait retourner sous le « joug serbe ». Ils souhaitent le droit à l'autodétermination. Ainsi, toute solution binaire est difficilement acceptable. En effet, un gain pour l'une des communautés ne devrait pas se traduire par une perte pour l'autre. La solution idoine devrait être bénéfique aux deux communautés, voire à toutes les communautés de la région.
- Dans l'immédiat, la notion actuelle de démocratie, « une personne, une voix » n'est pas adéquate. Elle est à réviser. On pourrait par exemple s'inspirer du système des Nations Unies où « à un pays correspond une voix », quelle que soit sa taille. Le but est de n'étouffer aucune des communautés de la province. Aucune des communautés présentes au Kosovo ne devrait être considérée comme une minorité. D'ailleurs, cette notion de minorité ne devrait-elle pas, à présent, disparaître ? En tout cas, toute solution qui favorise l'hégémonie d'une communauté sur les autres devrait être exclue ;
- Précipitation et extrémisme n'apporteraient rien de constructif. Il faudrait admettre que pour le Kosovo, il n'y a ni une solution toute simple, ni une solution toute faite. Le chemin qui mène à une paix durable est long et difficile mais pas impossible. Il devrait commencer par la condamnation de tout acte terroriste. Par ailleurs, tout extrémisme n'aurait d'autre finalité qu'apporter la haine, la violence, la pauvreté, la souffrance et la mort. Il suffit de regarder la situation de la Serbie pour s'en convaincre : quinze ans de reconstruction sont nécessaires pour que cette région retrouve son niveau de 1998⁶⁶ ;
- Le retour à l'ancienne autonomie de 1974 devrait également être écarté. D'abord c'est juridiquement impossible, la RSFY ayant disparu. Par ailleurs c'est un système bloquant donc source de conflit ;

⁶⁵ David Blanchon, « Le Kosovo, géographie d'un territoire à reconstruire », La revue internationale et stratégique 36, hiver 1999-2000, p. 80

⁶⁶ Xavier Bougarel, « Faillite occidentale dans les Balkans », Manière de voir 49, janvier-fevrier 2000 p.22

- La restauration des lieux culturels (églises, bibliothèques,...) devrait être envisagée dans le cadre de la reconstruction de la province et leur libre accès garanti pour toutes les communautés;

Par ailleurs, « l'action judiciaire a pour mission de juger des crimes qui ont déjà eu lieu. L'action politique, d'empêcher que des crimes aient lieu »⁶⁷. Seulement le politique a échoué car des crimes ont eu lieu. Aussi, pour ne pas engager une responsabilité collective et cultiver la haine et la vengeance entre communautés, pour ne pas donner à la communauté internationale le sentiment de l'impunité d'un crime, politiciens et juges, nationaux et internationaux, ont le devoir de se donner la main pour trouver les criminels quels qu'ils soient, les livrer à la justice et les juger. Le peuple n'a pas à demander pardon pour des crimes qu'il n'a pas commis. Il n'a même pas besoin d'oublier. Il a tout simplement besoin que justice soit faite.

Le rétablissement de la confiance et la reconstruction d'un Kosovo multiethnique sont les principaux défis qui attendent les communautés kosovares, les autorités serbes et yougoslaves (création d'une nouvelle constitution), les Etats de la région, l'Europe qui joue le rôle directeur (the leading role ; a leading role pour les Etats-Unis et la Russie)⁶⁸ et la communauté internationale. L'issue du référendum sur l'indépendance projetée par les autorités monténégrines cette année s'y opposerait-elle?

En tout cas, la crise du Kosovo fait partie d'un phénomène général qui frappe particulièrement les Etats de l'ancien bloc communiste : la fragmentation. Sera-t-elle circonscrite ou assistera-t-on à la multiplication des micro-états (étant donné que selon Joseph Yacoub dans « au-delà des minorités », sur la planète vivent 8000 ethnies et peuples)? Est-elle compatible à la mondialisation ? A qui profite-t-elle : à la population, aux micro-états, aux firmes multinationales ou aux grandes puissances de l'ancien bloc capitaliste ? Les revendications nationalistes ou régionalistes qui secouent aussi les pays occidentaux conduiront-elles à la fragmentation de ces derniers ?

⁶⁷ Antoine Garapon et Olivier Mongin, « De Phnom Penh à Prishtina : les métamorphoses du pouvoir et de la guerre »

⁶⁸ Maxime Lefebvre, « Quelle politique commune dans les Balkans ? Etat du Pacte de stabilité », La revue internationale et stratégique 36, Hiver 1999-2000, p. 86

ANNEXE 1 : Chronologie

Quel avenir pour le Kosovo ?

L'Express en ligne
26/02/2001

Chronologie par Catherine Gouëset

- 1389** : défaite serbe de Kosovo Polje, face aux Ottomans.
1878 : principauté autonome de l'empire ottoman, la Serbie devient royaume indépendant.
Fin du XIXe siècle : les Albanais deviennent majoritaires au Kosovo.
1912 : reconquête du pays par la Serbie.
1913 : le traité de Londres attribue à la Serbie le Kosovo et la Macédoine centrale.
1918-1941 : monarchie yougoslave; oppression des Kosovars.
1941 : après l'occupation de la Yougoslavie par les forces de l'Axe, le Kosovo est **rattaché à la Grande Albanie** sous tutelle italienne.
1974 : Tito reconnaît l'autonomie de la province.
1980 : mort de Tito.
1981 : les nationalistes albanais réclament un statut de République.
1989 : discours nationaliste de Slobodan Milosevic à Kosovo Polje.
 Abolition du statut autonome du Kosovo.
1991 : référendum clandestin. Proclamation d'une «République» du Kosovo, reconnue seulement par l'Albanie.
1992 : mise en place d'institutions parallèles. Ibrahim Rugova est élu à la «présidence». Le scrutin est jugé illégal par les Serbes.
1995 : accords de Dayton sur la Bosnie : le Kosovo est oublié.
1996 : apparition de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).
1998
Fév.-mars : la répression serbe dans la Drenica, bastion de l'UCK fait 80 morts.
9 mars : la **communauté internationale** menace Belgrade de sanctions.
22 mars : élections présidentielle et législatives clandestines organisées par les Albanais du Kosovo. Ibrahim Rugova est plébiscité.

Printemps : **offensive de l'UCK** qui prend le contrôle d'un tiers du territoire.
31 mars : embargo de L'ONU sur les armes contre Belgrade.
9 mai : le Groupe de Contact (Russie, Etats-Unis, France, Grande Bretagne, Allemagne et Italie) décide, Russie exceptée, un embargo sur les investissements contre Belgrade.
Juillet-août : contre-offensive serbe. Fin août, ils ont repris les principaux bastions de l'UCK.
12-13 octobre : ultimatum de l'Otan qui donne l'ordre à ses militaires d'agir après un délai de quatre jours.
13 octobre : l'émissaire américain **Richard Holbrooke** parvient à un accord avec Milosevic sur le déploiement d'une mission de vérification de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) au Kosovo. 2000 "**vérificateurs**" devront être sur le terrain le 15 janvier 1999.
27 octobre : l'Otan renonce à l'usage de la force après un retrait des forces serbes.
Fin décembre : les Serbes déclenchent une offensive contre un bastion de l'UCK.
1999
8 janvier : l'UCK prend en otage huit soldats serbes qui sont relâchés cinq jours plus tard grâce à la médiation de l'OSCE.
15 janvier : quarante cinq albanais sont massacrés à **Racak**.
6-23 février : le groupe de contact réunit Serbes et Albanais à **Rambouillet**, dans la région parisienne, pour négocier un accord intérimaire sur une autonomie substantielle. Echec des négociations. L'UCK refuse de se satisfaire de l'autonomie proposée pour la province, et les Serbes rejettent le déploiement de soldats de l'OTAN dans la province.
15-19 mars : reprise des négociations à Paris. Les Kosovars signent l'accord; les Serbes le rejettent.
20 mars : les 1400 vérificateurs de l'OSCE et les O.N.G. présentes au Kosovo quittent la

province.

Les frappes de l'OTAN

23 mars : Début des bombardements aériens contre la Yougoslavie dans le cadre de l'opération "Force alliée" de l'OTAN. Les exactions commises par les forces serbes entraîneront l'exode de centaines de milliers d'Albanais

9 juin : Belgrade signe à Kumanovo (Macédoine) l'accord militaire et technique sur le **retrait des forces** serbes du Kosovo, qui ouvre la voie à l'entrée de la Force de paix dirigée par l'Otan, la KFor, dans la province.

10 juin : L'Otan annonce l'arrêt des frappes aériennes.

L'après-guerre

12 juin : début du **déploiement des troupes de la KFor** au Kosovo. Elles sont devancées par **200 soldats russes** en provenance de Bosnie qui, s'installent sur l'aéroport de Pristina.

20 juin : fin du retrait des 41.000 soldats et policiers yougoslaves. L'OTAN annonce l'arrêt formel de sa campagne aérienne. Profitant du vide d'autorité, **L'UCK tente d'imposer son pouvoir politique**. Sous la pression de la Kfor, l'Armée de libération signe un engagement qui prévoit sa démilitarisation dans un délai de 90 jours.

2 juillet : le Français Bernard Kouchner est nommé représentant spécial du secrétaire général des Nations unies au Kosovo.

30 juillet : sommet à Sarajevo, dans le cadre du Pacte de stabilité pour les Balkans, avec la participation notamment de Bill Clinton, du premier ministre russe Sergueï Stepachine, des chefs d'état européens et des Balkans, à l'exception de Slobodan Milosevic.

3 septembre : un décret promulgué par Bernard Kouchner fait du mark allemand (DM) la monnaie officielle du Kosovo, notamment pour le paiement des douanes et des comptes publics.

20 septembre : Hashim Thaçi, chef politique de l'UCK, annonce la création d'un parti politique favorable à un Kosovo indépendant.

21 septembre : l'**UCK** dépose les armes et se transforme en une force civile baptisée "Corps de protection du Kosovo" (TMK), dirigée par l'ancien dirigeant militaire de l'UCK, Agim Ceku.

16 novembre : le HCR estime à près de 240.000 le nombre de Serbes et de non-Albanais ayant fui le Kosovo depuis la fin de la guerre.

15 décembre : signature d'un accord entre Bernard Kouchner et les principaux dirigeants albanais pour la création, à partir du 31 janvier 2000, d'une "structure administrative conjointe". Cette administration sera dirigée par un conseil de huit membres : 4 Kosovars et 4 représentants de la Minuk.

2000

Février : **des affrontements éclatent dans la ville de Mitrovica** entre les communautés albanaise et serbe. Les troupes de la KFor sont prises à partie par les deux groupes.

Multiplication d'incidents dans la vallée de Presevo au sud de la Serbie, où vivent 75000 Albanais. Apparition d'un mouvement de guérilla albanaise, baptisé UCPMB, du nom de trois villes de la zone : Presevo, Medvedja et Bujanovac.

29 février : un soldat russe de la KFor, est tué par balles à Srbica, dans le centre du Kosovo. Fin mai, le corps d'un second militaire russe, tué par balles, sera retrouvé près de Pristina.

6 mars : Bernard Kouchner annonce des élections municipales avant la fin de l'année.

22 mars : mise en place par la KFor d'une zone de sécurité dans le centre de Mitrovica après une nouvelle flambée de violence.

31 mars : le général américain Wesley Clark, commandant en chef de l'OTAN, lance un avertissement aux extrémistes albanais du sud de la Serbie affirmant que l'Alliance "ne tolérerait en aucune manière une reprise des hostilités".

2 avril : le Conseil national serbe réuni au monastère orthodoxe de Gracanica décide de mettre fin au boycott de l'administration intérimaire de la province mise en place par l'ONU.

28 mai : trois Serbes sont tués dans le sud-est du Kosovo, dans l'attaque la plus meurtrière commise depuis des mois contre cette minorité.

4 juin : des leaders serbes du Kosovo décident de suspendre leur participation aux instances de l'administration de la province patronnées par l'ONU pour protester contre la recrudescence des violences anti-serbes.

6 juin : émeutes d'un millier de Serbes, après une attaque à la grenade dans la localité serbe de Gracanica (sud de Pristina).

Mi-juin : la Kfor découvre un impressionnant arsenal militaire dans la région de la Drenica, fief historique de l'UCK.

29 juin : des leaders serbes du Kosovo signent avec la Minuk un protocole d'accord prévoyant

des mesures pour la sécurité de la minorité serbe, après une récente recrudescence des violences anti-serbes dans la province.

24 septembre : élection présidentielle yougoslave, boycottée par la majorité albanaise au Kosovo.

5 octobre : chute de Milosevic en Serbie.

18 octobre : un rapport de l'OSCE dénonce les défaillances du système judiciaire mis en place par l'ONU au Kosovo.

24 octobre : Chris Patten, commissaire européen pour les Affaires étrangères, rejette la possibilité d'une indépendance du Kosovo, en s'appuyant sur la **résolution 1244** de l'ONU qui prévoit une "autonomie substantielle" de cette province au sein de la République fédérale de Yougoslavie.

28 octobre : élections municipales organisées par l'ONU. La Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova obtient le contrôle de 21 des 30 municipalités; Le Parti démocratique du Kosovo (PDK) de Hashim Thaçi en remporte 6. Les Serbes, qui ne représentent plus que 5% de la population, ont boycotté le scrutin pour protester contre les attaques des Albanais dont ils sont victimes.

23 novembre : Xhemajl Mustafa, conseiller politique d'Ibrahim Rugova, chef de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), est assassiné à Pristina.

Fin novembre : des maquisards albanais se baptisant UCPMB (Armée de libération de Presevo Medvedja-Bujanovac) lancent une violente attaque dans la vallée de Presevo, au sud-est de la Serbie. Cette zone limitrophe du Kosovo est peuplée de 70.000 Albanais.

2001

Janvier : le Danois Hans Haekkerup succède à Bernard Kouchner à la tête de la MINUK.

Février : des incidents éclatent en Macédoine, dans la région limitrophe du Kosovo, entre soldats macédoniens et des combattants albanais de Macédoine qui se font appeler Armée de libération nationale (UCK).

6 février : Belgrade adopte un plan pour un règlement négocié du problème de la vallée de Presevo comprenant des négociations sur l'intégration d'Albanais modérés aux institutions de l'Etat, l'isolement des extrémistes, le nettoyage de la région de groupes armés, ainsi que son développement économique avec l'aide de la communauté internationale.

16 février : un attentat à la bombe contre un bus transportant des civils serbes fait 10 victimes près de Podujevo, au nord du Kosovo.

8 mars : l'OTAN autorise le déploiement des forces yougoslaves dans le sud de la zone de sécurité frontalière avec le Kosovo et la Macédoine, qui sert de point de passage aux séparatistes albanais.

12 mars : les chefs de la guérilla albanaise de l'UCPMB et Belgrade signent un accord de cessez-le-feu sous l'égide de l'OTAN dans le sud de la Serbie.

ANNEXE 2 : Carte de la RFY

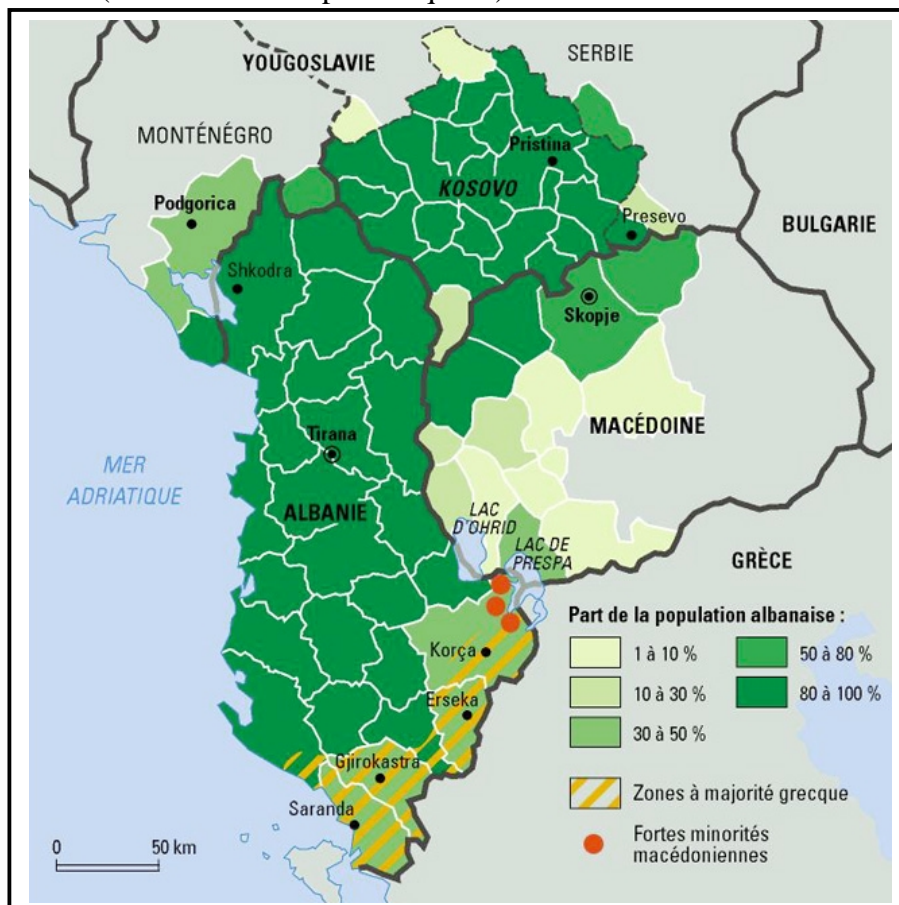
La République Fédérale de Yougoslavie
(extrait de Encyclopédie Hachette)



ANNEXE 3 : Carte de la population albanaise dans les Balkans

Les Albanais dans les Balkans

(extrait monde-diplomatique.fr)



ANNEXE 4 : Acteurs internationaux au Kosovo

La MINUK : (Mission des Nations Unies au Kosovo = United Mission in Kosovo)

La résolution 1244 de l'ONU a confié à la MINUK le pouvoir exécutif, législatif, judiciaire, et administratif. La MINUK comprend vingt départements administratifs répartis en trois « piliers », chacun sous la responsabilité d'une institution différente :

- L'administration civile (15 départements administratifs, dont celui de la santé) sous la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies (ONU)
- Le rétablissement des institutions (un département administratif) sous la responsabilité de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)
- La reconstruction économique (quatre départements administratifs) sous la responsabilité de l'Union Européenne

La MINUK est sous la direction du Représentant Spécial du Secrétaire Général (RSSG) de l'ONU. Chaque département administratif est dirigé conjointement par deux co-ministres, un international et un kosovar.

La JIAS (Joint Interim Administrative Structure)

Pour faciliter le processus de transition entre une administration internationale et une administration par la population locale, la MINUK a mis en place la JIAS en février 2000. Désormais, sous l'arbitrage du RSSG, les deux structures représentatives de la population kosovare participent à l'administration de la province.

- Le KTC (Kosovo Transitional Council = Conseil de Transition du Kosovo) : Organe consultatif présidé par le RSSG et composé de représentants de la société kosovare. Sorte de parlement sans pouvoir décisionnel.
- Le IAC (Interim Administration Council) : comité exécutif de la JIAS qui conseille le RSSG et promulgue les ordonnances. Le IAC est composé de trois Kosovars albanais et de quatre membres de la MINUK, et accueille comme observateur un kosovar serbe, un représentant de la société civile kosovar, et un représentant de la MINUK.

La KFOR (Kosovo Force)

Contingents de l'OTAN censés assurer la sécurité au Kosovo – y compris celle des minorités- jusqu'à ce que la police de la MINUK puisse prendre cette tâche en charge. Les bataillons de la KFOR sont répartis en cinq « aires de responsabilité » (AOR : Area Of Responsibility) : l'AOR de Pristina sous commandement britannique, l'AOR de Prizren sous commandement allemand, l'AOR de Gjillan sous commandement américain, et l'AOR de Mitrovica sous commandement français.

Le HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés)

Le HCR a pour mandat de coordonner l'action internationale pour la protection des réfugiés. Au Kosovo, dans un premier temps, le HCR s'est vu attribuer le rôle de coordinateur de l'aide humanitaire des organisations internationales et des organisations non-gouvernementales. Le HCR retrouve ses missions habituelles : permettre le retour de tous les réfugiés et personnes déplacées et donc de protéger et assister les minorités et veiller au respect des droits de l'homme.

ANNEXE 5 : Les principaux partis politiques au Kosovo

LDK : Lidhja Demokratike e Kosovës (Ligue démocratique du Kosovo)

Présidée par le Dr Ibrahim Rugova, la LDK est le parti politique le plus important du Kosovo aujourd'hui (58,13% des votes aux dernières élections municipales). Ce parti jouit d'une grande légitimité à la fois aux yeux des occidentaux, qui le considère comme le plus modéré de l'échiquier politique kosovar, et aux yeux des kosovars eux-mêmes pour qui son leader charismatique symbolise dix ans de résistance non-violente au régime de Belgrade. La LDK représente la communauté albanaise au IAC.

PDK : Partia Demokratike e Kosovës (Parti Démocratique du Kosovo)

Présidé par l'ancien commandant en chef de l'UCK Hashim Thaçi, le PDK a obtenu la seconde place aux élections municipales d'octobre, totalisant 26,95% des voix. C'est bien moins que ce qui avait été espéré et annoncé : la popularité de ce parti reposait sur l'aura de l'armée de libération après la guerre, mais de nombreuses affaires criminelles et le caractère extrême des discours de ses leaders en ont rapidement affaibli l'attrait. Le PDK représente la communauté albanaise au IAC.

AAK : Aleanca për Ardhmërinë e Kosovës (Alliance pour le Futur du Kosovo)

Présidée par un ancien commandant régional de l'UCK, Ramush Haradinaj, l'AAK a obtenu 7,72% des voix aux élections municipales. Tout comme le PDK (dont elle se distingue principalement par la personnalité de son leader), l'Alliance bénéficie de l'attachement qu'ont gardé les Kosovars envers l'ancienne armée de libération mais présente un « programme » beaucoup trop radical pour attirer un grand nombre d'électeurs.

SNV : Srpsko Nacionalno Vece (Conseil National Serbe)

La structure même du SNV révèle la fracture profonde qui divise la communauté serbe du Kosovo. Le SNV de Gracanica, présidé par l'archevêque Artemje, représente les modérés. Plutôt qu'une opposition frontale et inconditionnelle à l'UNMIK, l'archevêque Artemje accepte de collaborer à l'administration intérimaire – participation au IAC en tant qu'observateur, dialogue constant avec les représentants politiques du Kosovo. Au contraire, le SNV de Mitrovica, présidé par Olivier Ivanovic, représente les plus radicaux et refuse absolument de coopérer avec l'UNMIK. Les deux colurants se sont tout de même retrouvés sur un point d'accord lors des élections municipales d'octobre : l'appel au boycott.

N.B. : Les deux derniers annexes sont tirés d'un rapport de Médecins du Monde, « Kosovo : minorités en danger », décembre 2000.

BIBLIOGRAPHIE

Livres

Documents de base

Aymeric Chauprade, « Introduction à l'analyse géopolitique », ellipses

François Thual, « Méthodes de la géopolitique : apprendre à déchiffrer l'actualité », ellipses

François Thual, « Le désir de territoire », ellipses

Yves Lacoste, « dictionnaire de géopolitique »

Sur le sujet

Michel Roux, « Les Albanais en Yougoslavie ; minorité nationale, territoire et développement » Editions de la Maison des Sciences de l'Homme de Paris

Michel Roux, « 10 clés pour comprendre le Kosovo »

Georges Castellan, « Histoire des Balkans XIX^e-XX^e siècle », Fayard ; édition augmentée

Bernard Lory, « L'Europe balkanique de 1945 à nos jours » ellipses - 1996

Sabrina, P. Ramet, « Nationalism and federalism in Yugoslavia » 2nde édition

Paul Garde, « Les Balkans », Dominos, Flammarion

André Sellier et Jean Sellier, « Atlas des peuples d'Europe centrale », La découverte, nouvelle édition.

Pierre Cabanes, Bruno Cabanes, « Passions albanaises ; de Berisha au Kosovo », Editions Odile Jacob

Ismail Kadare, Denis Fernandez-Recatala « Temps barbares ; de l'Albanie au Kosovo », l'Archipel

Isa Zymberi, « Coloquial Albanian »

Georges Castellan, « l'Albanie », que sais-je n°1800

Général Jean Cot, « Demain la Bosnie »

François Chesnais, « Réflexion sur la guerre en Yougoslavie », l'Esprit frappeur

Périodiques

Dossier sous la direction de Pascal Boniface, « Kosovo : bilan et perspectives », La revue internationale et stratégique, hiver 1999-2000 p. 16-20 et 65-145

Manière de voir n° 49, janvier-février 2000, p. 9-26

Xavier Bougarel, « Kosovo, une crise peut en cacher une autre », Politique étrangère 3/98 p. 631-643

O.Deslondes, G. de Ropper, et M. Roux, « Les Albanais hors d'Albanie », Hérodote n° 90, 3^{ème} trimestre 1999, p. 20-45

Jasna Dragovic, « Les intellectuels serbes et la 'question' du Kosovo, 1981-1987 », Relations internationales n° 89, printemps 1997 p. 53-70

Xavier Villepin, André Boyer, Christian de la Malène, « Kosovo : quelles chances pour un nouvel équilibre régional ? », les Rapports du Senat n°56 2000-2001

Journaux

Le Monde, Le Figaro, la Croix, The Guardian, France Soir, Financial Times, International Herald Tribune, The Daily Telegraph

Sites

Sources de dossiers

www.albanian.com/main/history/origins.html

www.kosova.com

www.monde-diplomatique.fr (source de tous les textes de Le Monde diplomatique cité dans le présent mémoire)

www.beta-press.com (KOSOVO/A on-line)

www.kosovocommission.org (Independent International Commission on Kosovo)

www.intl-crisis-group.org (International Crisis Group)

stars.coe.fr (Council of Europe)

www.geoeconomie.com (Geopolitique, espace et conflictualité)

www.assembléenationale.fr (Assemblée Nationale)

www.encarta.msn.fr

Evénements :

www.lemonde.fr

www.france2.fr/evenement/Kosovo.htm

atlas.bok.net

www.lexpress.fr